

DOCUMENTS DE TRAVAIL 200

Politiques familiales, fécondité
et emploi des femmes : apports et limites
des comparaisons au niveau national

Family policy, fertility
and women's employment: value and
limitations of national comparisons

Olivier Thévenon

Politiques familiales, fécondité et emploi des femmes : apports et limites des comparaisons au niveau national

**

Family policy, fertility and women's employment: value and limitations of national comparisons

Olivier Thévenon

INED - Institut National d'Etudes Démographiques
133, Boulevard Davout
75980 Paris Cedex 20, France
tel : +33 1 56 06 22 44
olivier.thevenon@ined.fr

Résumé

Ce document discute les avantages et limites des analyses comparatives des politiques familiales. Nous commençons par présenter des faits stylisés clés concernant la fécondité, l'emploi des femmes et les différences concernant les politiques familiales qui tous appellent à une meilleure compréhension des différentes tendances que l'on observe. Une question centrale est, en particulier, d'identifier les facteurs qui ont permis à certains pays de combiner aujourd'hui des taux de fécondité et d'emploi des femmes comparativement élevés, tandis que d'autres pays se situent très en retrait sur ces deux aspects.

Pour répondre à cette question, nous passons en revue des analyses récentes étudiant l'effet des politiques sur les tendances de la fécondité et l'emploi des femmes au niveau national. La dernière partie appelle à des analyses permettant de mieux comprendre les relations existant entre les différences que l'on observe entre pays et les différences de comportement existant dans chacun d'eux. Sont nécessaires pour cela des approches visant à mieux intégrer les niveaux d'observation micro-individuels et macro-nationaux et à analyser plus finement les variations de politiques en fonction des configurations familiales, ainsi que les différences selon les régions et les changements au cours du temps. Le maintien des efforts déjà engagés pour collecter des données permettant de comparer les pays selon ces dimensions est alors une priorité.

Mots clés : Politiques familiales ; fécondité ; emploi des femmes

Abstract

This paper discusses the pros and cons of comparative analysis of family policies. It starts by presenting key family and work outcomes, and basic differences in family policies that have drawn attention of scientists and policy makers to the needs of a better understanding of cross-national differences. A key concern is especially to identify the policy-related factors that make it possible for certain countries to show both higher female employment and fertility rates at the same time, while some other countries are lagging behind with regards to these two dimensions.

Then, to answer this question, recent analyses assessing the influence of policies on fertility and labour market outcomes at the macro level are reviewed. The last part of the chapter claims for more work making it clear the relationships between the differences in outcomes at the national level and the heterogeneity of behaviours within each country. More work integrating information at both the macro and the micro levels, as well as looking at variations in policies with family forms, across regions and over time, are all required to get a better understanding of cross-country differences. Maintaining efforts to collect information on policies in this perspective are needed.

Key words: family policies; fertility; female employment

English version at the end; the final version of the paper will be published in:

Rupp M., Kapella O., Schneider N., (eds.) (2014): *Zukunft der Familie - Anforderungen an Familienpolitik und Familienwissenschaft. Tagungsband zum 4. Europäischen Fachkongress Familienforschung*. Opladen, Berlin & Toronto: Verlag Barbara Budrich.

Version française

Les politiques familiales, d'histoire et de contenu très variables selon les pays, sont très souvent mises en avant comme l'un des facteurs contribuant à expliquer les différences de tendances de la fécondité que l'on observe selon les pays. Elles ont aussi un rôle clé dans l'accès des femmes à l'emploi, et la possibilité qui faite aux parents – et surtout aux mères – de concilier le déroulement d'une carrière avec la vie familiale. Pour cette raison, le développement des politiques d'aides aux familles et à la conciliation « travail-famille » est l'un des paramètres les plus souvent cité comme facteur permettant aujourd'hui à certains pays de combiner à la fois des taux comparativement élevés de participation des femmes à l'emploi avec des taux de fécondité (Thévenon, 2011 ; OCDE, 2011). Inversement, c'est le défaut de politiques, leur incohérence ou leur déséquilibre, qui apparaît comme l'une des raisons explicative du maintien de certains pays à des niveaux de basse fécondité, conjugué à des taux d'emploi des femmes très modérés.

Une meilleure évaluation de la contribution des politiques aux différentes tendances que connaissent les pays en matière de fécondité et d'emploi des femmes a été permise par plusieurs dynamiques récentes. La première est constituée par la mise à disposition, via la Base de données sur la Famille de l'OCDE, de données permettant de suivre les évolutions parallèles des politiques familiales et domaines sur lesquels ces politiques sont censées exercer une influence : la fécondité, l'emploi des femmes, et les conditions de vie des enfants (Adema et al., 2009). La constitution de cette base a, notamment, permis de collecter un ensemble d'information sur les droits en matière de congé pour les parents qui travaillent, l'accueil d'enfants par des services d'accueil, les aides financières bénéficiant aux familles permettant d'estimer la contribution de ces mesures aux différentes tendances connues par les pays de l'OCDE en matière d'emploi et de fécondité depuis le début des années 1980s (OCDE, 2011 ; Thévenon et Solaz, 2012 ; Luci-Greulich et Thévenon, 2013 ; Thévenon, 2013).

La deuxième dynamique, politique, est celle qui a été portée par la Commission Européenne et l'OCDE mettant la comparaison des politiques familiale au cœur débats concernant l'effet attendu vieillissement des populations sur l'économie et les risques sociaux futurs. Dans ce cadre, les politiques familiales sont vues comme un élément qui peut être en mesure d'atténuer les effets du vieillissement sur la structure des populations en aidant à la fois les adultes à réaliser leur souhait en matière de fécondité, les femmes à demeurer en emploi après la naissance d'enfants, et en aidant les familles défavorisées à subvenir aux besoins de soin et d'éducation des enfants.

Enfin, la dernière dynamique est propre à la communauté scientifique qui cherche à mieux comprendre les tendances récentes mais contrastées selon les pays en matière de fécondité. Ainsi, après presque deux décennies de réduction ou de maintien à niveau relativement bas,

les taux de fécondité ont commencé à ré-augmenter dans certains pays. Pour certains, cette ré-augmentation n'est que la conséquence mécanique du processus de recul de l'âge auquel les adultes font des enfants au cours des générations (Goldstein et al., 2009 ; Bongaarts and Sobotka, 2012) ; pour d'autres, elle reflète un retournement de la relation jusqu'ici connue et négative entre le développement « humain » et la fécondité, devenant positive à partir d'un certain seuil de développement. Le rôle des institutions permettant aux parents en général, et aux femmes en particulier, de concilier travail et vie familiale est enfin mis en avant pour expliquer pourquoi cette remontée de la fécondité est apparue plus rapidement dans certains pays et demeure absente dans d'autres (Luci-Greulich and Thévenon, 2014).

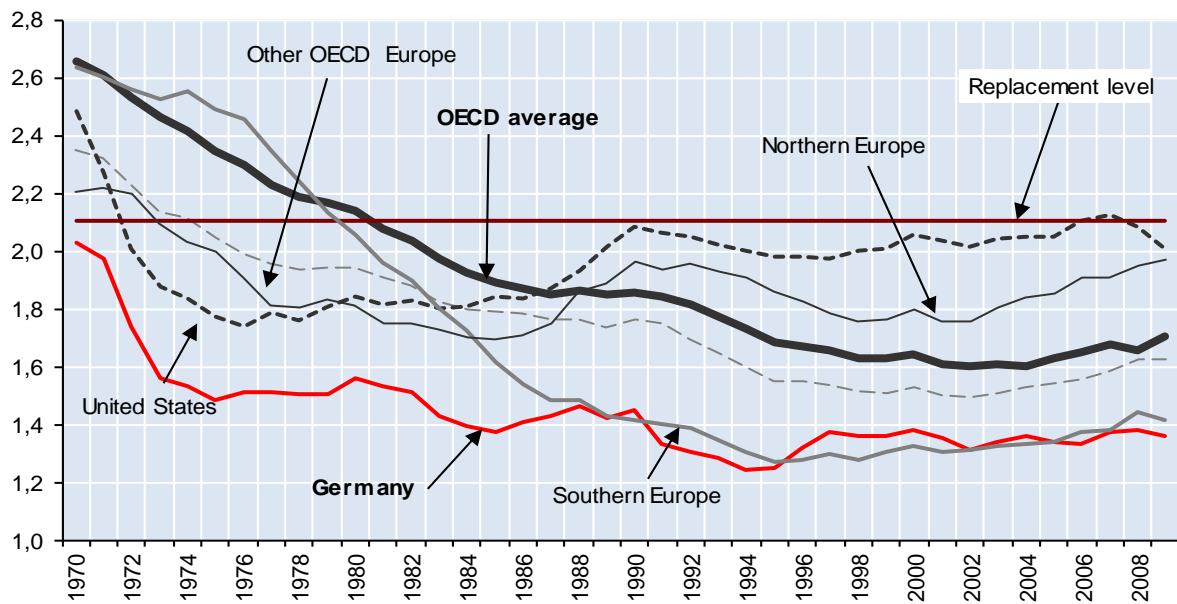
Dans ce contexte, les travaux se sont multipliés pour identifier les principaux facteurs expliquant les différentes évolutions connues en matière de fécondité et d'emploi des femmes. Parmi ces travaux, nous ferons allusion ici à la minorité d'entre eux, sélectionnés de façon arbitraire, qui a exploité les données mises à disposition via la base de données sur la Famille de l'OCDE pour analyser les relations existant entre le développement des politiques familiales et les évolutions de l'emploi des femmes et de la fécondité. Pour mieux en saisir l'intérêt, nous commenceront par retracer, dans une première section, les évolutions les plus marquantes concernant ces trois domaines au niveau agrégé des pays. L'apport des analyses mobilisant des données nationales sera alors présenté à partir des résultats obtenus dans nos travaux antérieurs sur la fécondité et la participation des femmes à l'emploi. Cet exercice nous permettra, enfin, de mieux en cerner les limites face au besoin de mettre en relations les différences constatées au niveau national avec l'hétérogénéité des comportements individuels.

I) Les tendances de la fécondité de l'emploi et des politiques familiales dans les pays de l'OCDE.

I.1) D'une corrélation positive à une association positive entre fécondité et taux d'emploi des femmes

L'une des évolutions marquantes de ces dernières décennies concernant la fécondité est l'arrêt de la baisse des taux de fécondité observée dans un grand nombre de pays de l'OCDE depuis la fin des années 1990s après presque deux décennies de baisse (Figure 1). Les évolutions les plus récentes demeurent néanmoins contrastées, entre d'une part, ceux du Sud de l'Europe ou l'Allemagne dont les taux de fécondité demeurent relativement bas, et les pays du nord de l'Europe qui ont, eux connu une remontée significative des taux.

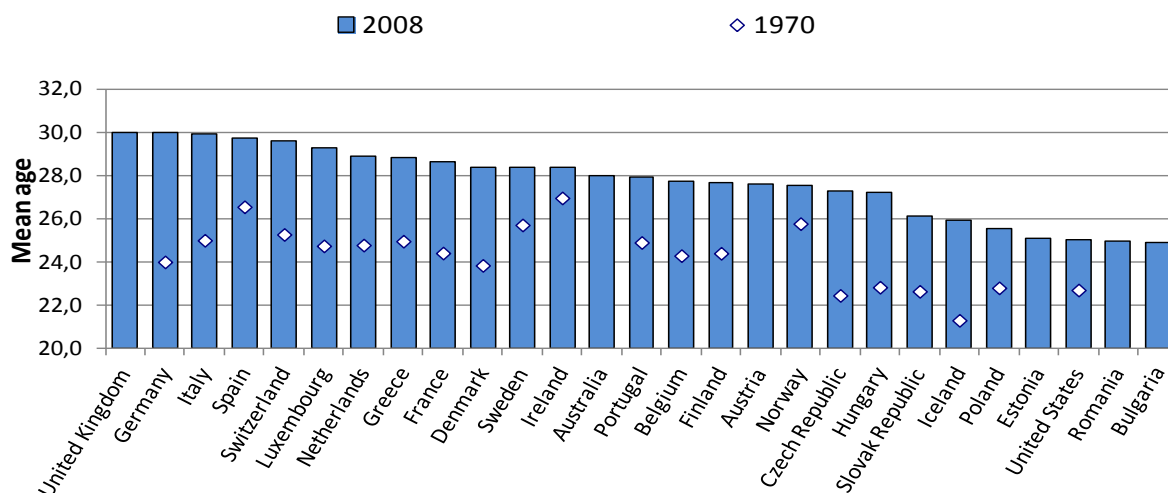
Figure 1 : Taux de fécondité dans les pays de l'OCDE



Source : OECD Family database

Comme cela est évoqué plus haut, ces différences d'évolution donnent lieu à des interprétations variables parmi les démographes. Loin d'être contradictoires, ces interprétations peuvent, au contraire, être combinées au sein d'une même théorie explicative comme le suggère par exemple la théorie de la « deuxième » transition démographique (Laestheghe, 2010). Ainsi, sous l'impulsion l'élévation du niveau d'éducation des jeunes générations et plus particulièrement des filles, l'âge auquel a lieu la naissance d'enfants a tendance à reculer au fil des générations, ce qui induit deux phases au niveau des taux de fécondité : une première phase de baisse due au fait que les générations les plus jeunes n'ont pas les enfants que les générations plus anciennes avaient au même âge ; toutefois, si ce phénomène illustre un simple effet de report, une deuxième phase de remontée des taux de fécondité devrait suivre, correspondant à une fécondité à des âges plus élevés (comme le suggère la figure 2). Pour certains démographes, il faut chercher ici la raison principale expliquant la remontée des taux de fécondité observée dans certains pays.

Figure 2 : Recul de l'âge des mères à la naissance du premier enfant

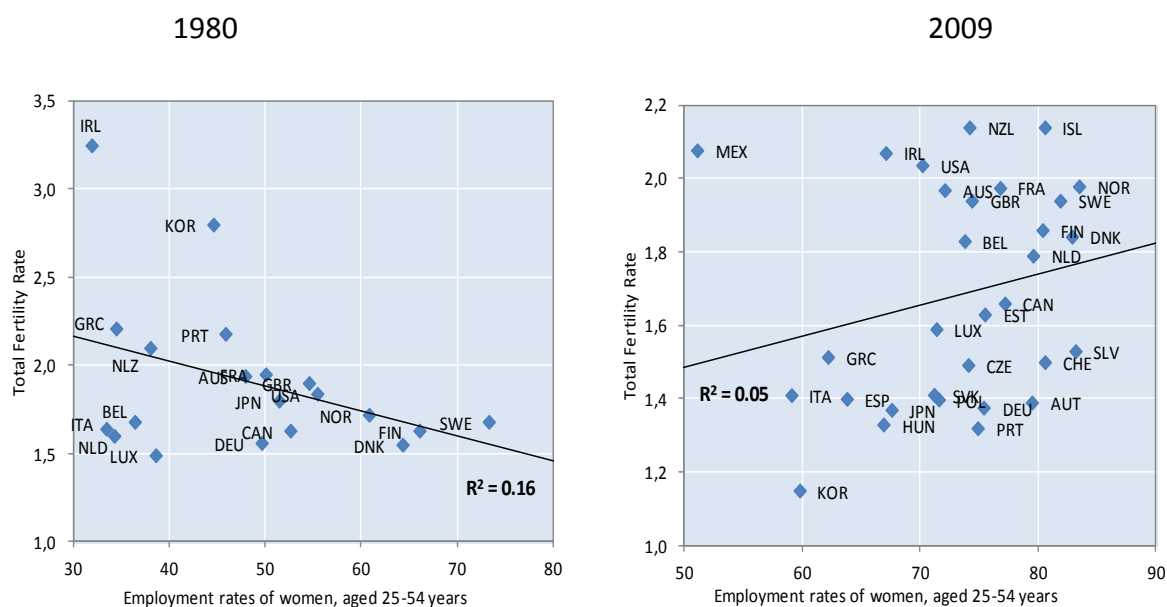


Source : OECD Family database

Les raisons pour lesquels ce phénomène se produit dans certains pays, possiblement avec une avance sur d'autres pays qui connaîtront le même retournement, demeure inexplicable. D'autres interprétations mettent en avant le rôle du développement économique et humain, qui au-delà d'un certain niveau, permettrait aux populations d'accroître la taille moyenne des familles. La remontée des taux de fécondité traduirait alors le dépassement par ces pays d'un certain stade de développement, auquel, nous le verrons, est associée une évolution des institutions favorisant la conciliation entre travail et vie familiale (voire l'égalité entre les sexes).

Cette évolution peut être illustrée par le changement que l'on peut observer aussi en matière de corrélation existant entre le taux de fécondité et celui de l'emploi des femmes (Figure 3). Ainsi, jusque la fin des années 1980s, les pays montrant les taux de fécondité les plus élevés étaient précisément ceux où l'emploi des femmes était comparativement moins fréquent. Se dégagent aujourd'hui plus nettement deux groupes de pays : l'un qui cumule à la fois les taux de fécondité et d'emploi des femmes les plus élevés ; et celui caractérisé par une basse fécondité et un taux d'emploi des femmes relativement faible.

Figure 3 Taux de fécondité et d'emploi des femmes



Source : OECD Family database

1.2) Des inégalités sexuées persistantes en matière de taux d'emploi et de travail domestique

Ce changement a été accompagné d'une évolution des normes « culturelles » prévalant lors de la naissance d'enfant, comme le montre, par exemple, la forte progression du nombre de naissances ayant lieu hors mariage (Figure 4). Là encore, les différences entre pays sont majeures, puisque la majorité des naissances ont désormais lieu en dehors d'une relation de mariage dans les pays nordiques ou même en France (même si celui-ci suit une naissance plus souvent qu'avant où le mariage constituait davantage un préalable à la procréation). L'évolution est plus récente et moins intense dans beaucoup d'autres pays où le mariage reste le cadre privilégié d'une naissance. A l'extrême, les naissances hors mariage sont quasi absentes en Corée ou au Japon et très faibles en Grèce, où les normes traditionnelles en matière de maternité et de rôle parental prévalent encore très largement.

Il n'en reste pas moins que des différences extrêmement importantes demeurent entre hommes et femmes en matière de filière éducative, d'accès à l'emploi et de répartition du travail domestique. La figure 4 montre ainsi les différences notables en termes de taux d'emploi (à gauche), mais aussi et surtout en termes de fréquence du travail à temps partiel, très dominé par la population féminine. En particulier, le travail à temps partiel est très nettement majoritaire aux Pays-Bas où plus de 60% des femmes y ont recours, contre environ 18% des hommes.

La figure 5, quant à elle, illustre les inégalités subsistant en matière de prise en charge du travail domestique. Elle montre surtout que ces inégalités sont moins importantes dans les pays où le taux d'emploi des femmes est plus élevé (situés à la droite du graphique). Néanmoins, ce moindre écart entre les temps moyens des femmes et des hommes alloués

aux tâches domestique est surtout dû au fait que le temps alloué par les femmes est en moyenne un peu moindre dans les pays où leur taux d'emploi est plus élevé.

Figure 4 : Taux d'emploi et travail à temps partiel des hommes et des femmes

% des hommes et femmes de 15 à 64 ans.

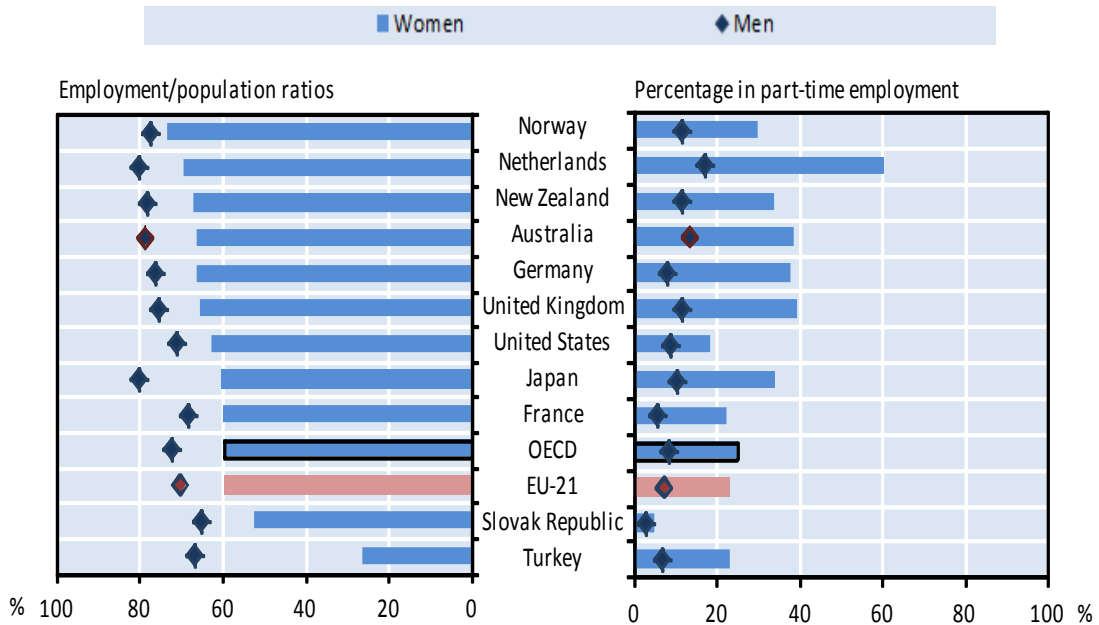
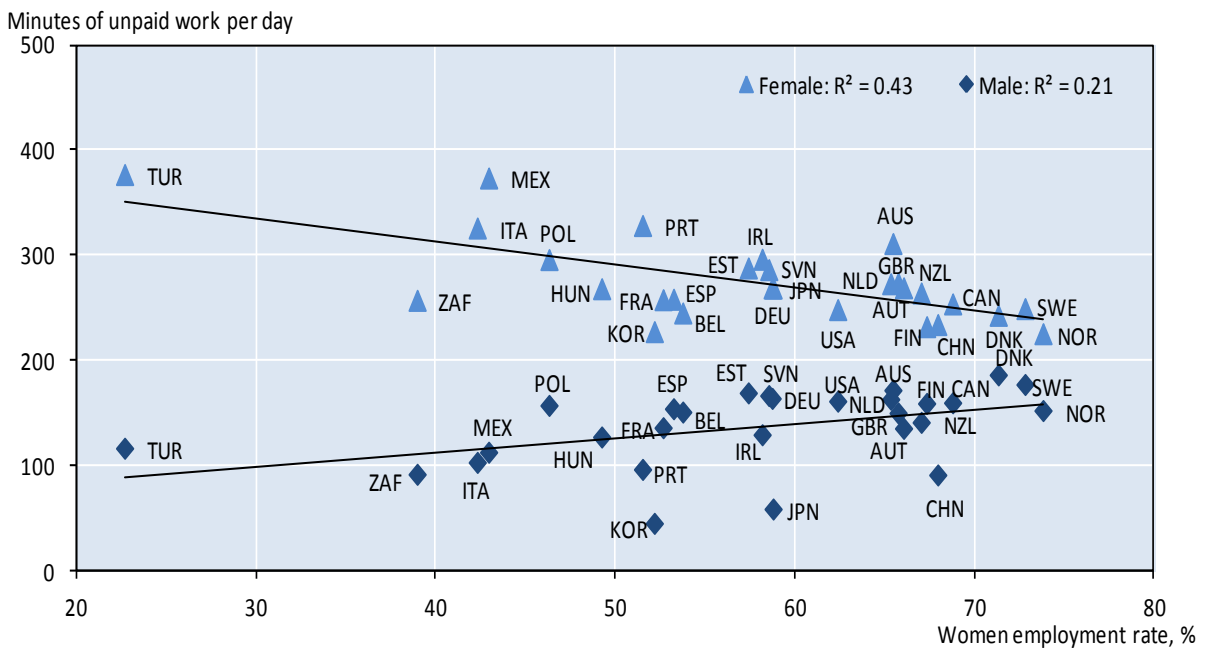


Figure 5 : Temps de travail domestique moyen des hommes et des femmes

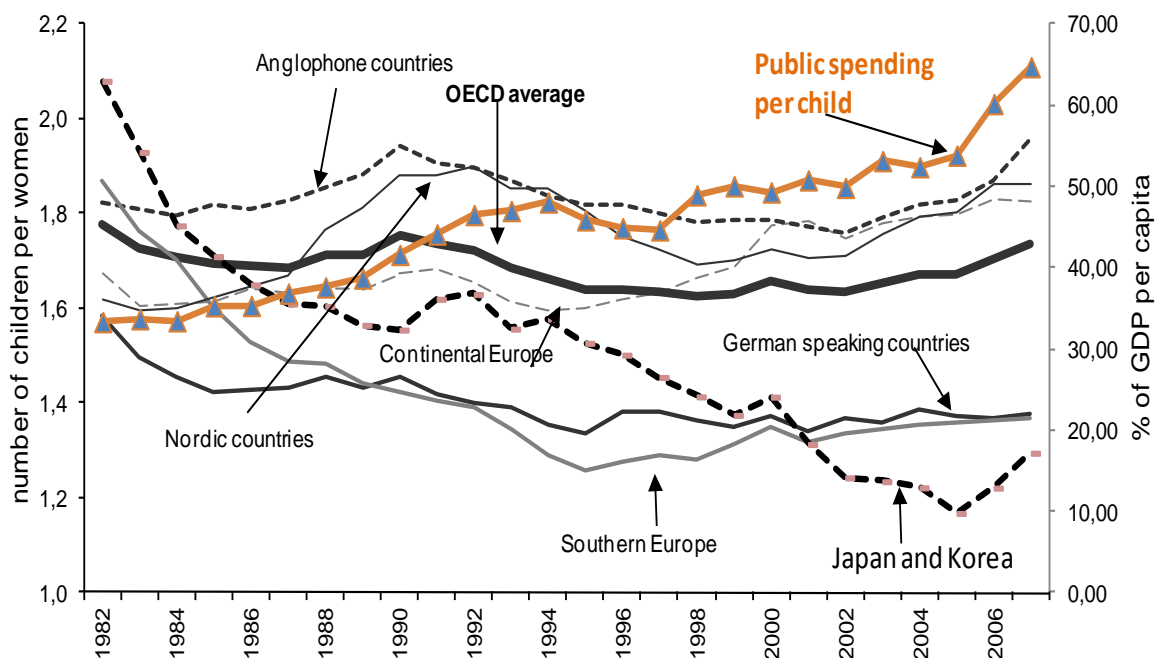


Source : Miranda, 2011.

I.3) Des différences politiques et institutionnelles pour expliquer l'hétérogénéité des évolutions

Dans ce contexte, il est important de comprendre quels sont les facteurs ayant permis à certains pays d'entrer – plus rapidement que les autres ? – dans une dynamique combinant croissance des taux d'emploi des femmes et remontée des taux de fécondité (Luci-Greulich et Thévenon, 2011). Plusieurs facteurs sont à envisager : le développement économique, l'évolution des normes relatives à la naissance d'enfants, leur éducation, et le rôle des parents ; enfin, l'influence des politiques qui ont été fortement développées au cours des dernières décennies pour aider les familles et favoriser la conciliation entre travail et vie familiale. L'évolution des dépenses publiques réalisées par les pays en direction des familles atteste de ce développement (Figure 7). Les dépenses mesurées ont ainsi nettement augmenté depuis les années 1980s en moyenne dans les pays de l'OCDE lorsqu'elles sont mesurées en fonction du nombre d'enfants dans la population. On perçoit, en outre, une nette augmentation des dépenses réalisées en moyenne depuis la fin des années 1990s et jusqu'avant la crise économique de 2008. Cette hausse semble notamment coïncider avec la remontée des taux de fécondité que l'on observe en particulier dans les pays du nord de l'Europe et de sa partie continentale, ainsi que dans les pays anglophones.

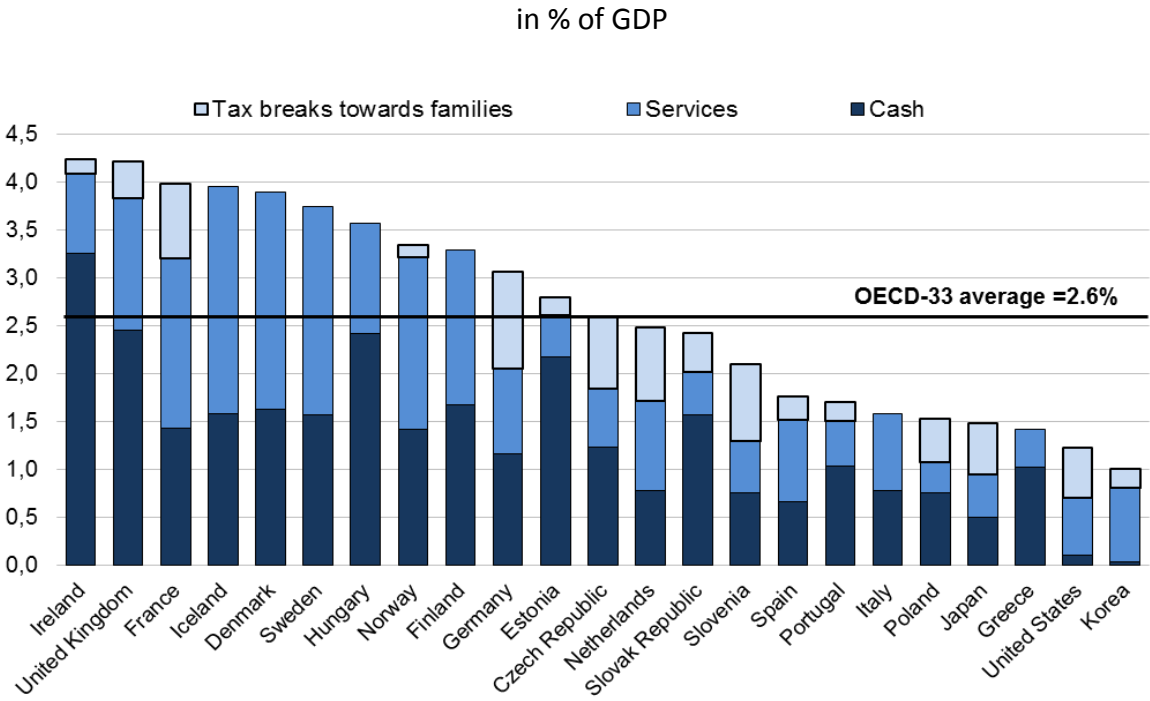
Figure 7 : Dépenses publiques par enfant en direction des familles et taux de fécondité dans différentes régions de l'OCDE.



Source : Luci-Greulich et Thévenon, 2013.

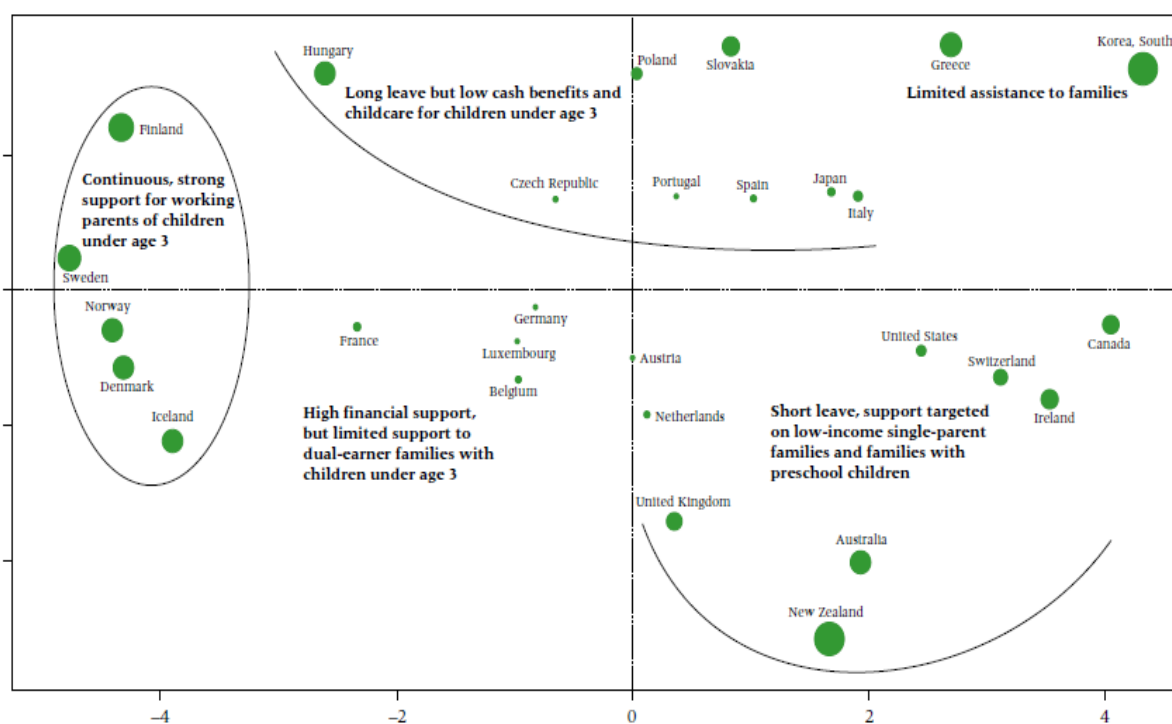
De fortes disparités subsistent néanmoins, en matière d'affectation des dépenses et de formes d'aides. Ainsi, les pays nordiques se distinguent avec la France des autres pays par un niveau de dépense plus élevé en direction des services d'accueil de la petite enfance (Figure 8). Qui plus est, les pays nordique se distinguent globalement par une aide aux parents d'un enfant de moins de trois ans plus continue et soutenue par l'octroi d'un congé parental relativement bien rémunéré et relayé par un service d'accueil, le plus souvent en centre collectif qui s'effectue aux environs des un an (Thévenon, 2011 ; Figure 9). En contraste à ce groupe, les pays anglophone ainsi que la Suisse se distinguent par un congé nettement plus court et pas ou peu rémunéré. L'offre de service, ainsi que les aides financières sont prioritairement ciblées en direction des familles pauvres et/ou monoparentales. Au-delà, les services accueillent plus largement les enfants d'âge préscolaire, pour des durées qui couvrent généralement une partie de la journée et ne sont pas compatibles avec une journée pleine de travail pour les deux parents. Dans les pays d'Europe continentale, l'aide financière est plus développée, mais l'octroi de services accueillant les enfants de moins de trois ans est plus limitée (exception faite de la France qui de ce point vue rejoint davantage les pays nordiques avec une prise en charge au moyen de services relativement précoce et plus diffusée que dans les autres pays). En contraste, les aides aux familles sont beaucoup plus limitées quelle que soit leur forme dans les autres pays du sud ou de l'Est européen, comme en Corée et au Japon.

Figure 8 : Governmental expenditures on family benefits in cash, services and tax, 2009



Source : OECD Family database

Figure 9 : Différents « modèles » de politiques familiales dans les pays de l'OCDE



Source: Thévenon (2011), « Family Policies in OECD countries: A Comparative Analysis », *Population and Development Review*, 37(1):57-87.

II) Effets des politiques familiales sur les niveaux nationaux de fécondité et d'emploi des femmes : résultats récents.

Dans ce contexte, nos travaux récents ont cherché à mesurer quelle a été l'influence des politiques familiales sur les tendances de la fécondité et de l'emploi des femmes observés dans les pays de l'OCDE. Pour ce faire, on a mobilisé les données collectées pour la base de données sur la famille de l'OCDE qui rassemble aujourd'hui 67 indicateurs permettant de comparer les politiques mises en œuvre pour aider les familles au niveau national, en relation avec les différences et évolutions observées au même niveau en matière de situations familiales, d'emploi au sein des ménages, de taux de fécondité ou encore de « bien-être » des enfants (Adema et al., 2009). Ces données ont donc été mobilisées pour analyser :

- (1) L'impact du développement économique et des politiques familiales sur les tendances de la fécondité (Luci-Greulich et Thévenon, 2013 ; Luci-Greulich et Thévenon, 2014) ;
- (2) L'effet de l'allongement des périodes congé rémunéré suivant la naissance d'enfants sur les différences hommes-femmes en matière d'emploi.
- (3) L'influence des politiques familiales sur le développement de l'emploi des femmes.

Dans toutes ces analyses, on a cherché à identifier l'effet respectif des différents instruments politiques (sous forme d'aide financière, de congé ou de service d'accueil pour les très jeunes enfants), en tenant compte des variations éventuelles que l'influence de chaque dispositif peut avoir selon le « régime » de politiques familiale.

II.1) L'influence du développement économique et des politiques familiales sur les tendances de la fécondité

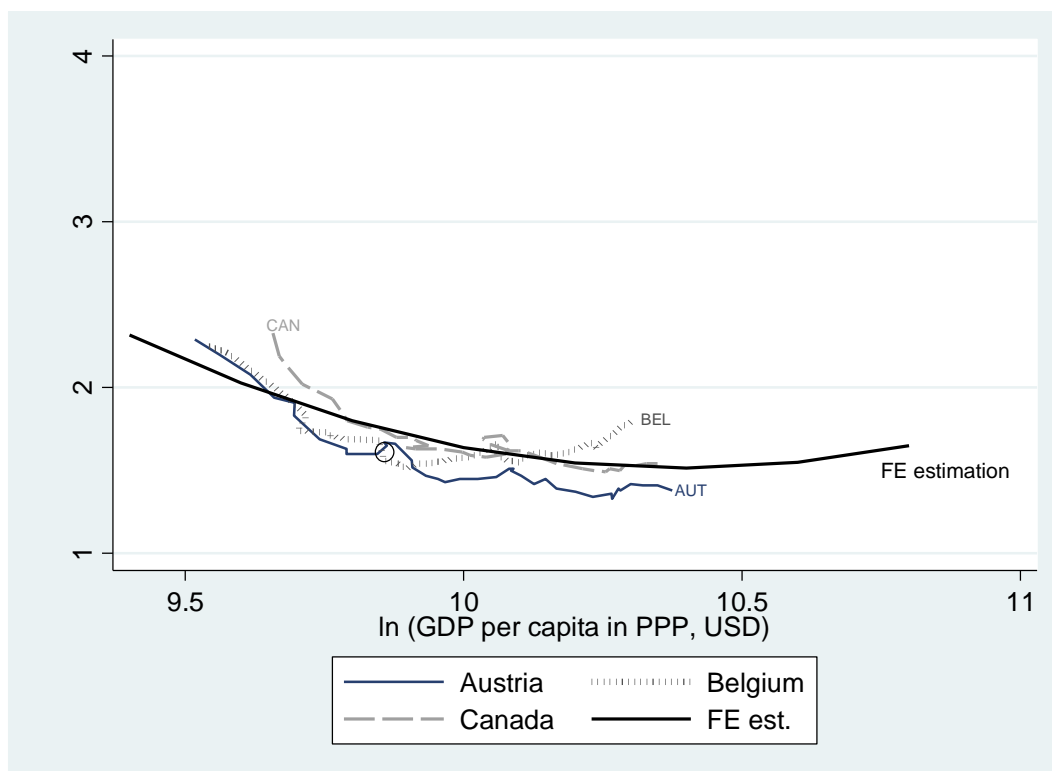
Les premiers travaux réalisés ont analysé l'influence du développement économique et des politiques familiales sur la fécondité. Comme cela était suggéré en introduction, la question initiale à laquelle ce travail cherche à répondre est d'expliquer pourquoi le relèvement des taux de fécondité est observé dans certains pays (ou est observé de façon plus précoce dans certains pays) que dans d'autres. Plusieurs explications à cette situation sont proposées, qui ne sont d'ailleurs pas antagonistes mais peuvent se combiner. Comme déjà évoqué plus haut, le relèvement des taux de fécondité, largement entraîné par une croissance des naissances ayant lieu à des âges de la mère plus élevés qu'auparavant, est pour certains auteurs principalement dû à la fin du processus de retardement de la formation de la famille qui suit le changement de statut économique et sociale des femmes (Goldstein et al., 2009 ; Laestheghe, 2010 ; Luci-Greulich et Thévenon, 2011). Ce changement de statut est, pour d'autres, l'un des marqueurs d'une évolution plus large reflétant un changement de relation entre le développement économique et la fécondité (Myrskylä et al., 2009 ; Luci-Greulich et Thévenon, 2014). Enfin, ce changement est aussi le produit d'une évolution institutionnelle alliant une transformation des attitudes et normes relative à la procréation, ainsi qu'un changement de cadre politique favorisant tant le contrôle du calendrier des naissances que facilitant la combinaison d'un emploi avec la prise en charge d'enfants.

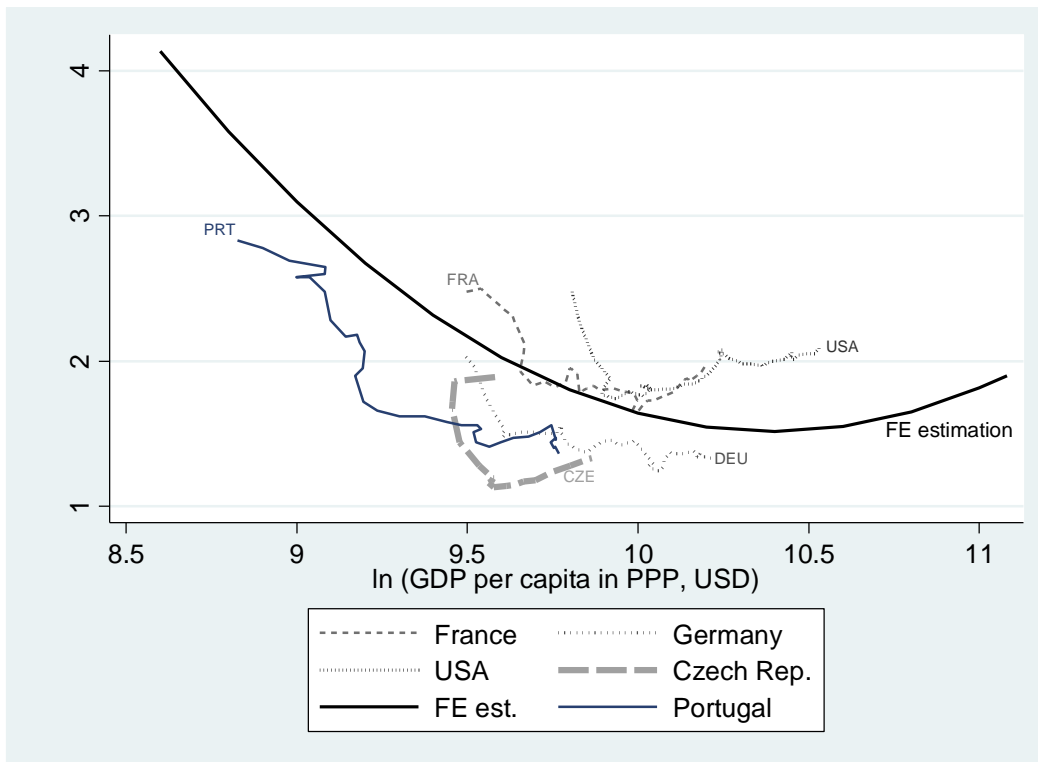
Pour vérifier l'influence de ces différents facteurs, nous avons réalisé une analyse des tendances de fécondité en deux étapes. Dans un premier temps, nous avons analysé la relation entre le « développement économique », mesuré par la progression du niveau de PIB par habitant, et les taux de fécondité ; la décomposition du PIB par habitant en ses facteurs représentant respectivement la productivité horaire, le temps de travail moyen le taux d'emploi et par sexe permet en outre d'identifier les facteurs plus ou moins corrélés avec l'évolution des taux de fécondité. Cette analyse a alors été réalisée en tenant compte des données disponibles pour 26 pays de l'OCDE sur la période 1960-2007. Des méthodes d'analyse des panels ont été appliquées pour identifier l'effet respectif des différentes variables sur les évolutions des taux de fécondité au cours du temps – à distinguer des différences entre pays. Les principaux résultats de cette analyse confirment qu'un changement semble ainsi s'opérer dans la relation entre le PIB par tête et la fécondité à mesure que le premier terme augmente : alors qu'une association fortement négative lie d'abord l'augmentation du PIB et la fécondité, cette liaison se détend pour devenir nulle voire positive à des niveaux très élevés de PIB par tête (Luci-Greulich et Thévenon, 2014). Ensuite, une augmentation plus importante des taux de fécondité a lieu depuis les années

1980s dans les pays où le taux d'emploi des femmes a lui-même augmenté, confirmant l'intuition illustrée par la figure 3 (et par de précédentes analyses comme celle de Kögel, 2004). Cela suggère que l'on a effectivement une co-évolution dans le temps conciliant hausse de l'emploi des femmes et augmentation, même légère, des taux de fécondité.

Il n'en reste pas moins que l'évolution seule du PIB par tête ne suffit pas à expliquer les fortes différences de niveau de fécondité existant entre les pays dit à « haute » et à « basse » fécondité. Le graphique 10 superpose ainsi le taux de fécondité prédit par notre modèle à partir de l'évolution du PIB par habitant avec les taux de fécondité réels tels qu'observés en 2006. On voit alors que certains pays sont proches de la prédiction (Canada, Suisse, Autriche, par exemple) alors que deux autres groupes s'en distinguent fortement : d'un côté, le groupe de pays dont le niveau de fécondité est très supérieur à la valeur prédite par leur niveau de PIB par tête (La nouvelle Zélande, la France, l'Islande et les Etats-Unis se détachant, par exemple, nettement) ; de l'autre, les pays où, inversement, le taux de fécondité est très inférieur à ce qui est attendu au regard de leur niveau d'avancement économique (ici les pays comme la République Slovaque, le Portugal ou la Corée du Sud se distinguant aussi plus fortement). La courbe prédisant le taux de fécondité montre aussi que l'inversion de la relation entre PIB par tête et taux de fécondité s'opère, en moyenne, à des niveaux très élevés de PIB par tête, auxquels peu de pays sont encore parvenus, et qu'en tout état de cause aucun rebond très fort des taux de fécondité ne peut être attendu de ce seul paramètre.

Figure 10: Taux de Fécondité PIB par habitant (log): relations observées et prédite (log)





Des changements institutionnels accompagnant le développement économique apparaissent ainsi nécessaires pour expliquer la coexistence, dans certains pays, de plus fortes tendances à la hausse des taux d'emploi féminin et de la fécondité. Pour cette raison, un second temps de notre analyse a plus directement cherché à évaluer l'influence des politiques familiales sur les tendances de la fécondité (Luci-Greulich et Thévenon, 2013). Différentes dimensions des politiques familiales ont été prises en compte :

- Les transferts financiers, qui sont accordés en compensation du coût de l'enfant ; une distinction importante est faite entre les prestations financières versées à la naissance d'un enfant ou associées aux congés parentaux, et les autres formes d'allocations familiales qui complètent de façon régulière le revenu des familles.
- Les droits en matière de période de congé lié à la naissance d'enfant et la couverture des services d'accueil pour la petite enfance, qui tous deux facilitent le maintien en emploi avec la naissance d'enfant (et réduisent ainsi ce que le économiste nomment le « coût d'opportunité » des enfants. Sont ainsi prises en compte le nombre de semaines de congé rémunéré octroyé en cas de naissance ; le taux de couverture des services d'accueil auprès des enfants de moins de trois ans ; les dépenses par enfants réalisées au titre des services d'accueil.

D'autres variables sont aussi prises en compte pour capturer l'effet du changement de statut social des femmes que suggère leur niveau d'éducation et leur participation à

l'emploi. Le contexte du marché du travail est aussi pris en compte à travers le taux de chômage, le recours à l'emploi temporaire ou l'indicateur OCDE sur la rigueur de la protection de l'emploi. Enfin, le pourcentage de naissances hors mariage donne une indication de la tolérance vis-à-vis des normes traditionnelles de la parenté.

Les résultats montrent des effets significatifs des prestations familiales et du taux d'accueil de la petite enfance sur le taux de fécondité, alors que la durée du congé et la rémunération qui peut être associées ont peu d'effet. Mais surtout, l'importance relative des différentes mesures varie selon le régime de politique. Ainsi, par exemple, les prestations financières perçues régulièrement par les familles semblent avoir une importance plus grande dans les pays nordiques où le coût de la vie relativement élevé peut expliquer cela. L'effet de la couverture des services d'accueil est, quant à elle, plus faible dans les pays anglophones. Enfin, l'hétérogénéité est encore plus grande concernant la longueur du congé puisque son effet est positif dans les pays Nordique mais semble négative dans les pays du Sud européen.

II.2) L'influence des politiques familiales sur l'emploi des femmes

L'effet des politiques sur l'emploi des femmes et les différences hommes-femmes est, quant à lui, analysé dans deux autres papiers. Le premier examine précisément l'effet de l'extension de la durée du congé rémunéré proposé à la naissance d'enfants sur les différences hommes-femmes de situation au regard de l'emploi (Thévenon et Solaz, 2013). Les résultats suggèrent que l'octroi de semaines de congé ont plutôt un effet positif (mais faible) sur le taux d'emploi des femmes de 25 à 54 ans ; ce faisant elles contribuent à réduire l'écart de taux d'emploi entre hommes et femmes en facilitant le maintien en emploi après la naissance d'enfants. En revanche, l'extension du congé au-delà d'une période de deux années semble avoir un effet contraire sur l'emploi des femmes.

L'autre travail analyse plus particulièrement l'influence des politiques (telles qu'elles ont été énumérées auparavant) et autres facteurs institutionnels sur l'évolution de la participation des femmes à l'emploi (Thévenon, 2013). Son originalité tient à la recherche des interactions possibles entre mesures politiques et à l'identification de variations d'influence selon le contexte. Les résultats principaux de ce travail sont les suivants :

- Tant les mesures financières favorisant les ménages à deux revenus que les aides en service facilitant la conciliation travail-famille ont un effet positif sur la participation des femmes à l'emploi.
- L'augmentation de la couverture des services d'accueil pour la petite enfance exerce un effet important sur la participation des femmes à l'emploi à temps

plein comme à temps partiel. Cet effet est commun aux différents contextes et plus robuste que les effets de la période de congé et des prestations familiales.

- Plus intéressantes encore sont les interactions mises en évidence entre mesures politiques, d'une part, et entre ces mesures et l'effet de toutes les autres facteurs, d'autre part. En particulier, la couverture des services d'accueil a un effet d'autant plus positif sur l'offre de travail des femmes que le congé lié à la naissance d'enfants et comparativement long et/ou que la protection de l'emploi est relativement forte. Plus globalement, on trouve que la couverture des services d'accueil a un effet d'autant positif sur l'emploi des femmes que le contexte global (mesuré par l'effet total des autres facteurs) y est favorable.
- Enfin, des variations importantes sont observées selon les groupes de pays constitués selon leur « régime » de politiques familiales. Ainsi, par exemple, l'effet des services d'accueil de la petite enfance sur l'emploi à temps plein des femmes est particulièrement important dans les pays anglophones et d'Europe du Nord. Les effets peuvent aussi diverger selon les pays, comme cela semble le cas de l'influence de la durée du congé qui est fortement négative sur l'emploi à temps plein dans les pays anglophones, alors que la corrélation est positive, par exemple, pour les pays du Sud où l'offre de garde est quant à elle beaucoup moins développée. Il est alors vraisemblable que l'allongement du congé permette, dans ce contexte, à plus de femmes de conserver leur emploi à la naissance d'enfants ; en revanche, l'allongement de la durée du congé semble exercer un effet opposé, et favorable au temps partiel, dans des contextes comme ceux des pays nordiques où le large accueil des petits enfants au sein de services est le principal facteur de développement de l'emploi des femmes.

III) Limites des comparaisons au niveau national : l'intégration micro-macro

Le passage en revue de ces analyses met ainsi en avant la potentialité de l'approche comparative prenant les pays comme unité de comparaison : lorsque les données sont disponibles sur longue période, on est en mesure de lier les évolutions des politiques nationales aux tendances que connaissent les pays en matière de fécondité, d'emploi, voire de conditions de vie des familles et des enfants. Des effets de contextes peuvent aussi être identifiés par l'analyse des interactions entre mesures politiques et contextes institutionnels, et des variations d'influence de mesures politiques selon les « régimes » socio-économiques caractérisant les pays. Elles constituent ainsi une première approche de la comparaison qui permet de mettre en lumière les principales différences existant entre les pays, au niveau national.

III.1) Motivations pour une meilleure intégration des interactions micro-macro

En même temps que ces différences sont identifiées, elles entraînent une série de questions qui incite à vouloir dépasser cet angle de vue exclusivement macro-national (Philipov et al., 2009 ; Matysiak and Vignoli, 2012). Il s'agit, en particulier, de mieux fonder au niveau micro-individuel les différences observées au niveau macro (i.e. pour tous les individus). Deux types d'arguments motivent ce désir.

D'abord, il s'agit de mieux prendre en compte le contexte social, historique, politique et normatif dans lequel s'insèrent les politiques familiales pour en comprendre à la fois le recours et les effets d'éventuels changements (Neyer et Andersson, 2008). Pour cela, on doit surtout :

- identifier des « tournants critiques » qui caractérisent des changements de politiques ou de contexte importants qui peuvent avoir des répercussions importantes sur les comportements qui suivent.
- Une autre nécessité est aussi de prendre en compte les contextes plus locaux ou régionaux, pour deux raisons : d'une part les politiques régionales peuvent modifier le contexte de prise de décision des familles bien plus que certaines politiques nationales (notamment en raison du rôle très actifs des régions ou des municipalités en matière d'aides aux familles dans beaucoup de pays) ; d'autre part, les conditions locales dans lesquelles sont mises en place les politiques nationales peuvent avoir une grande importance, parfois même plus grande que les contextes nationaux. L'importance relative des contextes locaux ou nationaux doit en tous cas être testée.
- Enfin, mieux cerner les conditions de recours ou non-recours aux politiques s'avère nécessaires, sachant que certaines catégories de ménages, les plus vulnérables et donc celles que cherchent précisément à atteindre bon nombre de politiques, ont moins souvent recours aux prestations ou services. Les raisons de ce « non-recours » ne sont toutefois pas toujours clairement identifiées, alors l'amplitude du phénomène peut avoir un effet évident sur la capacité à identifier une relation entre une politique et les comportements au niveau agrégé.

La nécessité de renouer avec « l'individualisme méthodologique » fondant l'analyse socio-économique des comportements est aussi une motivation à rechercher une approche où les dimensions individuelles et contextuelles sont mieux intégrées (Agassi, 1995 ; Blössfeld, 1996). Dans notre cas, il s'agit particulièrement de mieux comprendre les liens entre l'hétérogénéité des comportements et des réponses aux politiques observées au niveau micro-individuel avec les différences identifiées au niveau national. L'objectif n'est pas mince, puisqu'est alors posée la question d'examiner comment les caractéristiques personnelles, biographiques, familiales interagissent avec les environnements locaux et/ou nationaux. Ainsi posée, cette question ressemble à un chemin que l'on peut prendre par deux bouts. D'un côté, on doit chercher à comprendre comment le contexte « macro » (i.e. national ou local) façonne des cours d'actions, ou des options de comportements possibles, mais limités, pour différentes catégories de familles ou individus. On comprendra alors

pourquoi dans certains pays, régions, etc., les comportements sont plus ou moins différenciés selon certaines caractéristiques personnelles, familiales ou socio-économiques. Simultanément, on voudra identifier dans quelle mesure l'influence des institutions diffère selon ces caractéristiques.

L'autre côté du chemin invite à considérer le processus de composition des comportements individuels qui, par interaction, façonne lui-même certains aspects du contexte ou de l'environnement. Plus que de raisonner en termes d'agrégation de comportements individuels (comme peut être tenté de le faire un économiste formé à la micro-économie fondant l'équilibre général), il s'agit davantage ici de cerner comment les comportements se diffusent, comment s'effectue l'interaction avec le voisinage, les groupes de pairs, etc.) (Durlauf and Young, 2001). La meilleure compréhension pouvant être faite du mouvement vers des sociétés plus égalitaires entre les sexes est, par exemple, très bien illustrée par Esping-Andersen et Billari (2013) qui posent les conditions théoriques nécessaires au processus de diffusion des normes égalitaires pour obtenir un changement de régime de l'équilibre traditionnel vers l'équilibre égalitaire.

III.2) Exemples d'analyses liant les dimensions micro et macro

Les travaux allant dans les directions évoquées sur notre thème existent, mais ils demeurent, à notre connaissance, peu nombreux. Les approches dites « multi-niveaux » nous semblent l'une des plus prometteuses pour parcourir le chemin dans le premier sens évoqué. Un exemple de ce type d'approche pour l'analyse de la fécondité est donné par Neels et Woods (2012) qui l'utilisent pour estimer l'influence des politiques familiales sur le calendrier des naissances dans les pays européens de 1970 à 2005. Leur cadre d'analyse des comportements inclut des déterminants individuels et de l'information sur les conditions locales d'emploi, les politiques familiales nationales et la confiance des consommateurs vis-à-vis de la conjoncture. Leurs résultats confirment l'enseignement que nous avons précédemment tiré sur l'effet positif des allocations familiales et des structures de garde de la petite enfance sur les naissances qui ont lieu après 30 ans. Les politiques semblent donc favoriser le « rattrapage » de la fécondité qui a lieu à un âge plus avancé pour les plus jeunes générations. La couverture des services de garde explique aussi davantage les différences de fécondité entre pays que les variations de prestations financière. De façon plus originale ici, ils n'observent pas de différences d'effet des politiques selon le niveau d'éducation des femmes.

Un autre usage des modèles multi-niveaux est celui fait, par exemple, par Kluesener et al. (2013) pour comparer les comportements de fécondité de population d'origine différente dans un même pays. Les auteurs cherchent ainsi à savoir si la fécondité de la minorité allemande en Belgique ressemble davantage à celle des Belges ou à celle des allemands. Pour analyser cela, les données de recensement sont couplées avec de l'information sur l'environnement local mis à disposition par la base de données contextuelle du programme « genre et générations ». Leur analyse suggère alors que la fécondité dans les régions de culture allemande ressemble davantage à celle des Belges qu'à celle du pays d'origine. Les politiques familiales « nationales » semblent alors des déterminants forts des comportements et de leur adaptation au pays d'accueil.

Les modèles de micro-simulation « agent-based » sont, quant à eux, un outil très utile pour parcourir le chemin en sens inverse et considérer comment les comportements individuels se combinent pour donner certains résultats au niveau agrégé, national. En cela, ils peuvent être des outils performants pour déduire des résultats au niveau national en rendant compte de l'hétérogénéité des comportements et trajectoires individuelles et de la complexité des interactions pouvant exister entre différents processus (Billari and Ongaro 2000, Billari 2006). L'usage de ces modèles s'est développé en démographie. L'avantage de ce type d'approche pour l'analyse des effets des politiques est qu'elle est aussi susceptible de prendre en compte les effets secondaires de certaines politiques sur un processus qui n'était pas directement la cible des politiques mais qui interagit le processus principal (Van Imhoff and Post 1998). L'utilisation faite par Aassve et al. (2006) illustre la capacité à rendre compte de la complexité des interactions entre processus (et aussi celle relative au maniement de ces modèles). Ainsi, Aassve et al. (2006) analysent les conséquences d'une hausse de l'emploi des femmes britannique sur la fécondité, parmi d'autres comportements (formation et dissolution d'union, entrées et sorties du marché du travail) dont l'étalement sur le cycle de vie est modélisé. La prise en compte des processus imbriqués dans le temps permet ainsi de mettre à jour des conséquences assez complexes au niveau agrégé. Ainsi par exemple, ils montrent que l'effet de l'emploi des femmes sur la fécondité est moindre que ce que prédirait un effet simple très négatif. Aussi, le micro-simulation suggère qu'une entrée dans l'emploi des femmes entraîne une moindre fécondité, alors qu'une fois entrée le maintien dans l'emploi joue positivement. En tenant compte du fait qu'une augmentation des entrées en emploi entraîne une plus grande stabilité des unions, et de moindres sorties ultérieures d'emploi, l'effet net de l'emploi des femmes sur la fécondité apparaît limité.

Conclusion

Les résultats passés en revue dans ce chapitre ont montré les grands progrès réalisés ces dernières années dans la comparaison et l'analyse de l'influence des politiques familiales sur la fécondité et l'emploi des femmes, en mettant l'accent sur ce qui relie les différentes tendances. Les travaux récents ont aussi tenté de dépasser une approche traitant les pays

comme un ensemble parfaitement homogène, soumis à des lois liant politiques et « outcomes » identiques, pour tester la façon dont les institutions interagissent entre elles, et agissent de façon spécifique ou non à certains types de pays. Les résultats rappelés ici suggèrent ainsi que la couverture de la petite enfance par les services d'accueil a été le principal facteur jouant positivement à la fois sur la fécondité et le taux d'emploi des femmes, son influence et son poids relatif variant néanmoins selon les régimes de politiques familiales existant dans les différents pays.

Les conclusions tirées des analyses faites sur des agrégats nationaux ont pu être prolongées par des approches « multi-niveaux » qui visent à mieux comprendre l'hétérogénéité avec laquelle les contextes nationaux ou plus locaux influencent les comportements individuels, d'une part. Les exemples sélectionnés ici suggèrent qu'il y a une assez grande homogénéité de l'influence des politiques familiales sur la fécondité quel que soit le niveau d'éducation des femmes. Ils suggèrent aussi que les politiques nationales ont bien un effet sur les comportements des populations lorsque l'on compare des populations d'origines (et de traditions) différentes soumises à une même politique nationale. Ces conclusions sont néanmoins indicatives, et nécessiteraient beaucoup d'autres analyses pour être affirmées avec force.

La façon dont les processus concernant l'emploi et la vie familiale se combinent aux niveaux individuels et collectifs fait l'objet de modélisations plus complexes dans les micro-simulations « agent-based » qui laissent entrevoir une possibilité de mieux prendre en compte les effets de deuxième ordre, par ricochet, que peuvent avoir les politiques soit à travers leur effet sur d'autres comportements que celui « visé », soit par une conséquence qui apparaît plus tardivement sur le cycle de vie.

Ces avancées n'ont été possibles que par l'effort important qui a été entrepris pour collecter les données utiles à ces analyses. La base sur la Famille constituée par l'OCDE a le gros avantage de permettre un suivi des politiques à mettre en relation avec la situation professionnelle des parents, les structures familiales et la situation des enfants. Concernant les politiques, l'information mise à disposition est particulièrement riche puisqu'elle couvre les dépenses publiques réalisées en matière de prestations financières ou aides fiscales, de service d'accueil et d'éducation pour la petite enfance, ou accompagnant les congés liés à la naissance d'enfants. Des informations sur les droits en matière de congé, de couverture des services de garde, et de transferts financiers perçus par différents types de familles complètent cet ensemble. Plus encore, un effort important a été réalisé pour mettre à disposition, autant que faire se peut, des données sur une période couvrant désormais quatre décennies.

Parallèlement, la base de données contextuelles constituée dans le cadre du « Gender and Generation program », complétée de la « Population and Policy database », fournit un

ensemble d'information sur les contextes régionaux et nationaux utiles aux analyses qui souhaitent mieux prendre en compte les effets des contextes locaux et les disparités régionales, notamment dans un cadre d'analyse multi-niveaux.

La poursuite du programme de recherche esquissé dans ce chapitre ne pourrait donc se faire sans le développement continu de ces sources d'information dont l'existence marque une avancée considérable pour pouvoir comparer, suivre dans le temps, voire piloter les politiques d'aides aux familles et leurs effets.

Références

Billari F. and A. Fürnkranz-Prskawetz (2003), *Agent-Based Computational Demography*, Physica Verlag.

Goldstein, J.R., Sobotka, T., Jasilioniene, A. (2009). The end of "lowest-low fertility? *Population and Development Review* 35 (4): 663-699.

Kluesener S., Neels K., and M. Kreyenfeld (2013), *Social Norms, Family Policies, and Fertility Trends: Insights from a Comparative Study on the German-Speaking Region in Belgium*, MPIDR WORKING PAPER WP 2013-003.

Kögel, T. (2004). Did the association between fertility and female employment within OECD countries really change its sign? *Journal of Population Economics* 17: 45-65.

Luci A. and O. Thévenon (2011). Does economic development explain fertility rebound in OECD countries? *Population and Societies* 481.

forthcoming paper in the *European Journal of Population*.

Luci-Greulich A., Thévenon O. (2013). The impact of family policies on fertility trends in developed countries, *European Journal of Population*, DOI: 10.1007/s10680-013-9295-4.

Lesthaeghe, R., (2010). The Unfolding Story of the Second Demographic Transition. *Population and Development Review*, 36: 211–251.

Myrskylä, M., Kohler, H.P., Billari, F. (2009). Advances in development reverse fertility declines. *Nature*, 460(6), doi:10.1038/nature 08230.

Neels K, Woods J. (2012), Postponement of recuperation of first births in Europe: the effect of economic and institutional contexts over the life-course, PAA conference.

Neyer G. and G. Andersson (2008), "Consequences of Family Policies on Childbearing Behavior: Effects or Artifacts?", *Population and Development Review*, 34(4), pp. 699–724, DOI: 10.1111/j.1728-4457.2008.00246.x

OECD family database: www.oecd.org/social/family/database

OECD (2012) Closing the Gender Gap: Act Now!, OECD Publishing.

OECD (2011) Doing Better for Families, OECD Publishing.

Thévenon, O. And A. Solaz (2013), "Labour market effects of parental leave policies in OECD countries?", OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 141, OECD Publishing, Paris (www.oecd.org/els/workingpapers).

Thévenon, O. (2013), "Drivers of female labour force participation in OECD countries", OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 145, OECD Publishing, Paris (www.oecd.org/els/workingpapers).

Thévenon O., Luci A. 2012, Reconciling Work, Family and Children Outcomes: What implications for family policies?, *Population Research and Policy Review*, 31(6): 855-882, December.

Matysiak A., Vignoli D. (2012), "Methods for "Reconciling" Micro and Macro in Family Demography Research: A Systematisation", *Advanced Statistical Methods for the Analysis of Large Data-Sets*, Studies in Theoretical and Applied Statistics 2012, pp 475-484.

Family policy, fertility and women's employment: value and limitations of national comparisons

Final version to appear in: Rupp M., Kapella O., Schneider N., (eds.) (2014): *Zukunft der Familie - Anforderungen an Familienpolitik und Familienwissenschaft. Tagungsband zum 4. Europäischen Fachkongress Familienforschung*. Opladen, Berlin & Toronto: Verlag Barbara Budrich.

Family policies, varying widely by country in historical background and content, are often cited as one of the factors explaining differing fertility trends observed in various countries. They play a key role in women's access to employment and the opportunity that parents – especially mothers – have for reconciling career advancement and family life. For that reason, the development of family support policies and the “work-life balance” is one of the parameters most often cited as a factor enabling some countries at present to combine relatively high female labour force participation and fertility rates (Thévenon 2011; OECD 2011). Conversely, the absence, inconsistency and imbalance of policy are seen as one reason why other countries remain at low levels of fertility and only moderate female employment rates.

Recent developments have made it easier to assess the contribution of policy to various trends in fertility and women's employment across countries. The first is the availability of data from the OECD Family database to monitor the parallel development of family policy and those things it is supposed to influence: fertility, women's employment and children's living conditions (Adema et al. 2009). The database contains extensive information about leave entitlements for working parents, specific childcare services and cash benefits for families, that can be used to assess the contribution of these measures to OECD countries' figures for employment and fertility since the early 1980s (OECD 2011; Thévenon/Solaz 2012; Luci-Greulich/Thévenon 2013; Thévenon 2013).

The second development, a policy one, has come from the European Commission and the OECD, who have made a comparison of family policies central to discussions on the expected effects of population ageing on economies and future social risks. Here, family policy is seen as an element that may be able to mitigate the effects of ageing on population structure by

helping all adults to achieve their desired fertility, women to stay in employment after bearing children, and disadvantaged families to meet their children's needs for care and education.

Third, within the scholarly community there is the desire to understand more clearly the recent but contrasting trends in fertility across countries. After nearly two decades of falling or flat, low-level fertility, the figures have started to rise again in some countries. Some observers see this rebound as merely the automatic consequence of the later age from one generation to the next at which adults are having children (Goldstein et al. 2009; Bongaarts/Sobotka 2012); others consider that it reflects an inversion of the hitherto well-known negative correlation between "human" development and fertility, which, they claim, begins at a certain threshold in development. Further, the role of institutions in enabling parents in general, and women in particular, to reconcile work and family life are put forward to explain why this rebound in fertility has occurred more quickly in some countries and has yet to occur in others (Thévenon/Gauthier 2011; OECD 2011; Luci-Greulich/Thévenon 2014).

On this point, more research is being done to identify the main factors behind the varying trends observed in fertility and women's employment. We shall only refer to an arbitrarily chosen minority of those studies which have used data from the OECD Family database to analyse the relationship between changes in family policy and in women's employment and fertility. To demonstrate the value of this approach, we begin by examining the most striking developments in these three phenomena at the aggregate country level. The findings of national data analyses are then presented on the basis of our earlier work on fertility and women's labour force participation. Then we outline the limitations of this approach with respect to the need to correlate country-level differences with the wide variety of individual behaviour.

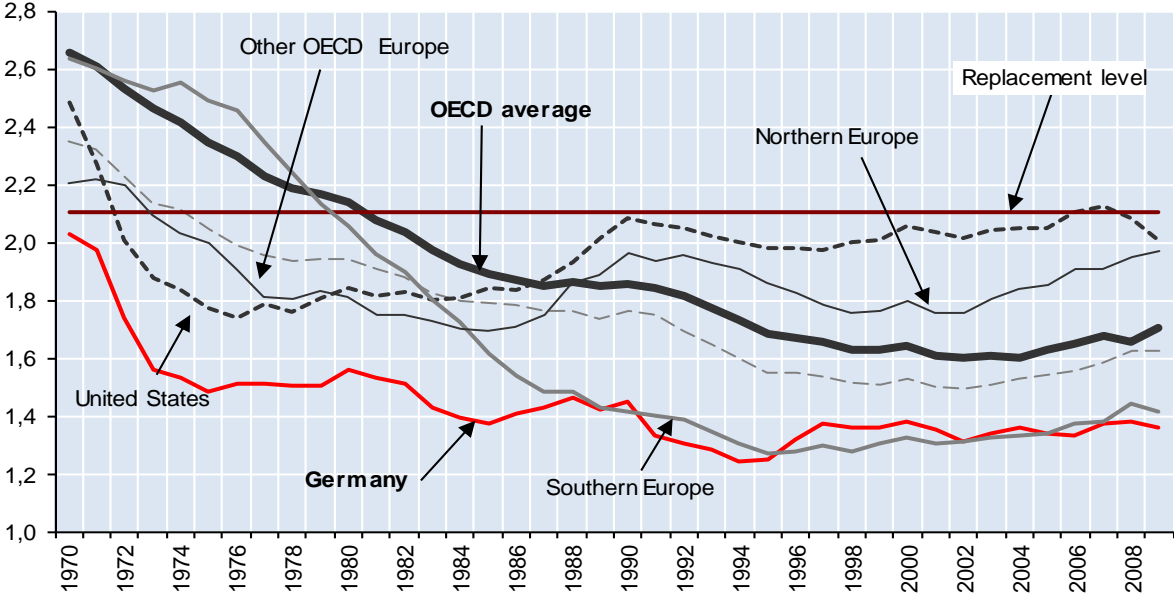
1. Fertility, employment and family policy trends in OECD countries

1.1 From negative correlation to positive association between fertility and women's employment

One of the striking developments in fertility in recent decades is the levelling-out of fertility figures in many OECD countries since the late 1990s after nearly two decades of decline

(Figure 1). The most recent figures, however, reveal a contrast between the countries of Southern Europe and Germany, where fertility rates remain relatively low, and those in Northern Europe, which have seen a significant rebound.

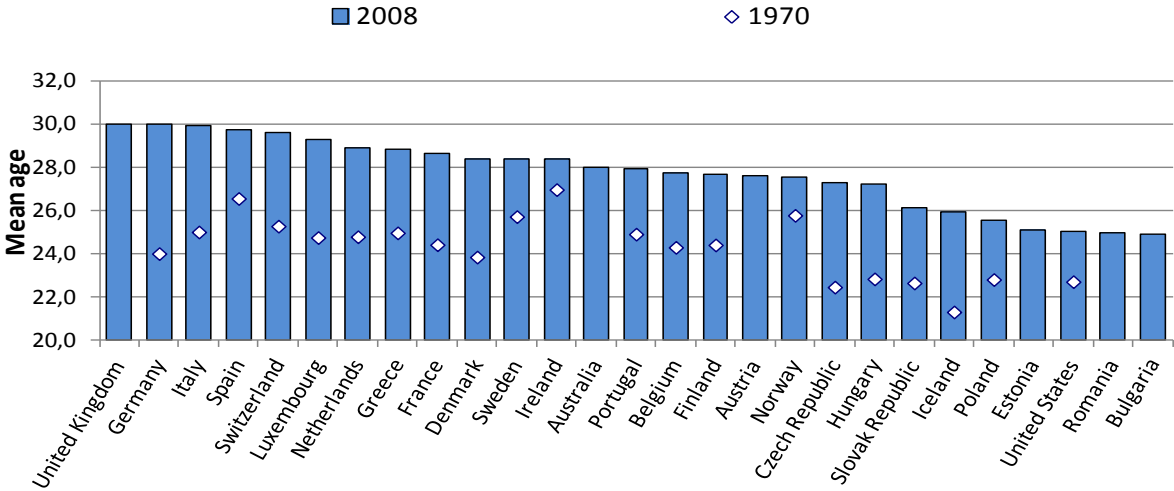
Figure 1: Fertility rates in selected OECD countries, 1970-2009



Source: OECD Family database, as of June 2011.

As mentioned above, these differences have been variously interpreted by demographers. Far from being contradictory, these interpretations can in fact be combined into one explanatory theory, as suggested by the theory of a “second” demographic transition (Lesthaeghe, 2010). As the educational level of younger generations, especially girls, rises, the age at which they bear children tends to advance from one generation to the next, causing two phases in the fertility rate: first, a fall because the younger generations have not had the children that earlier generations would have had at that age; if they merely postpone them, there should be a second phase of fertility rebound, corresponding to fertility at higher ages (as Figure 2 suggests). Some demographers see this as the main reason for the fertility rebound observed in some countries.

Figure 2: Mothers' advancing age at birth of first child

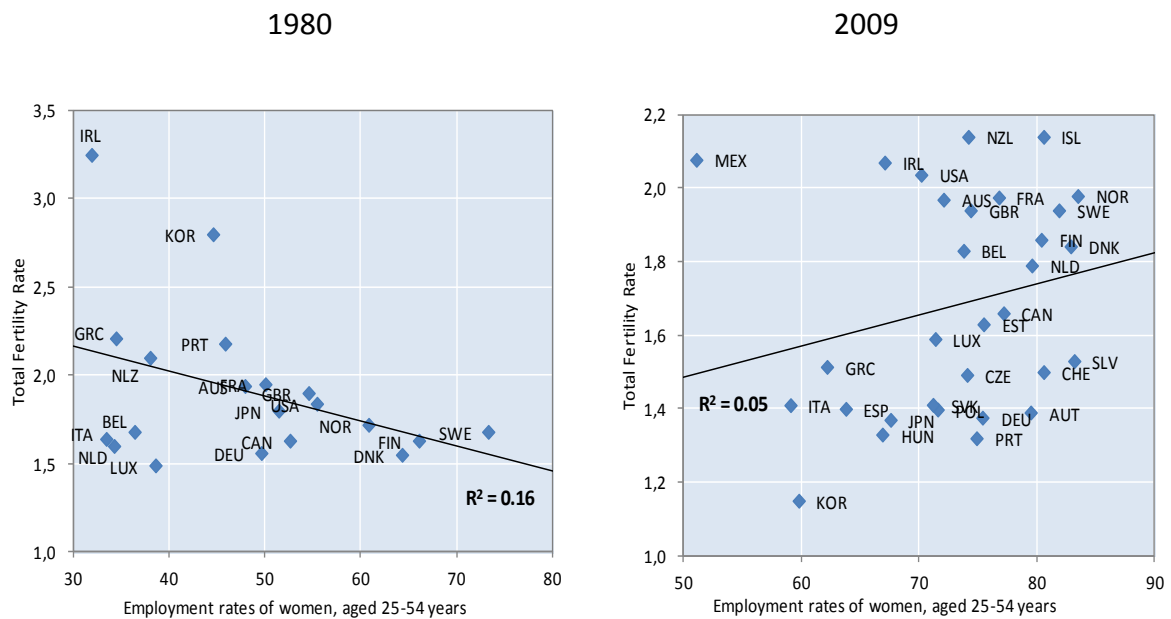


Source: OECD Family database, as of June 2011.

Why this happens in some countries, perhaps before it occurs in other countries that will later see the same rebound, remains unexplained. Other interpretations stress the role of economic and human development, which, above a certain level, is claimed to enable populations to increase their average family size. The fertility rebound, in this analysis, means that these countries have passed a certain stage in development, which, as we shall see below, is associated with a change in the institutions favouring a work-life balance (and gender equality).

This shift can be illustrated by the changing correlation between fertility rates and women's employment rates (Figure 3). Up until the late 1980s, the countries with the highest fertility rates were indeed those where women's employment was less usual. At present, two groups of countries can be seen more clearly: one with the highest rates of both fertility and women's employment; and another with low fertility and a relatively low rate of women's employment.

Figure 3: Fertility and women’s employment rates



Source: OECD Family database, as of June 2011.

1.2 Persistent gendered inequalities in employment and housework

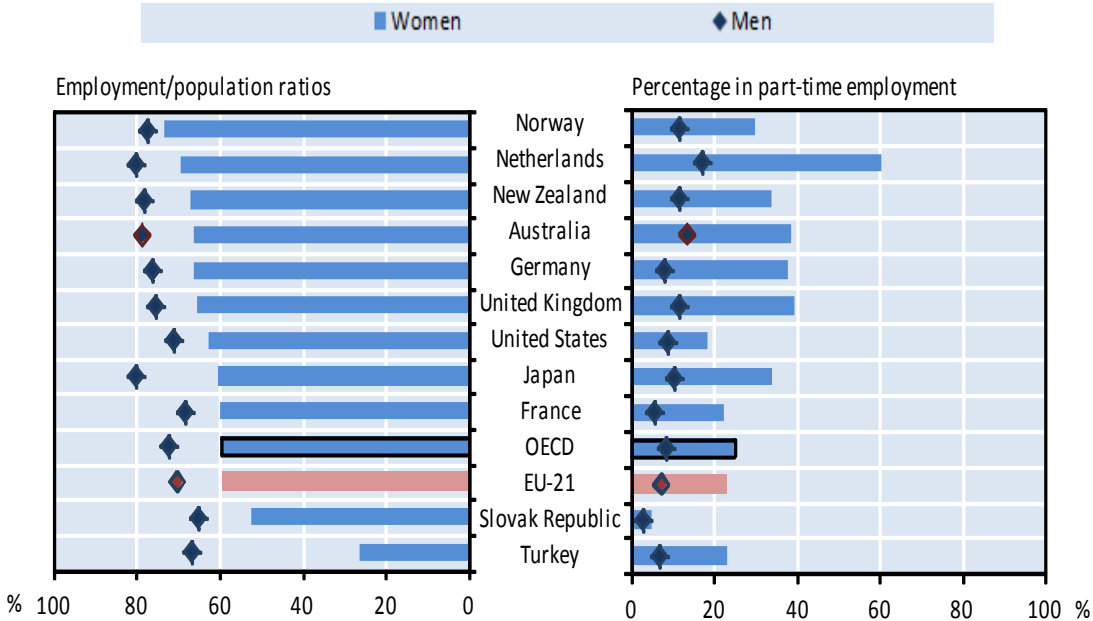
This change has been accompanied by a shift in the “cultural” norms applying to the birth of a child, as can be seen, for example, by the sharp increase in the number of births out of wedlock (Figure 4). Here too, the differences between countries are wide, since most births occur outside a marriage relationship in the Northern European countries, and even France (although marriage follows a birth rather than preceding it, whereas marriage was more of a precondition for procreation few decades ago). This shift is more recent and less marked in many other countries, where marriage remains the preferred framework for bearing a child. At the extreme, births outside wedlock are almost non-existent in South Korea and Japan and very rare in Greece, where traditional norms for maternity and parental roles are still widely prevalent.

Nonetheless, extremely wide differences continue between men and women in terms of educational subject choices, access to employment and division of housework. Figure 4 shows the noticeable differences in employment rates (left), not least in the frequency of part-time work, mainly done by women. In particular, part-time work looms large in the Netherlands, where more than 60% of women are involved, compared with some 18% of men.

Figure 5 illustrates the inequalities that persist in doing housework. It shows in particular that these inequalities are less in countries where women’s employment rates are highest (right of graph). Nonetheless, this smaller gap between the average time spent by men and women on domestic tasks is mainly due to the fact that the time spent by women is on average less in the countries where their employment rates are highest.

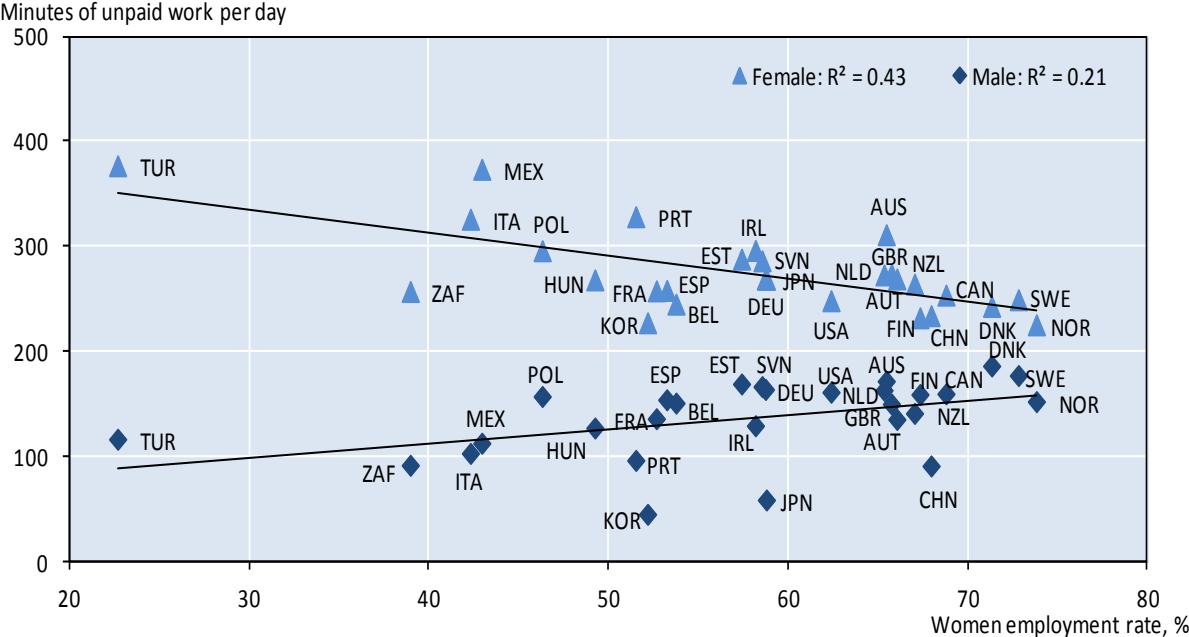
Figure 4: Employment and part-time work ratios for men and women

% of men and women aged 15-64



Source: OECD employment statistics, 2012.

Figure 5: Average time spent on housework by men and women

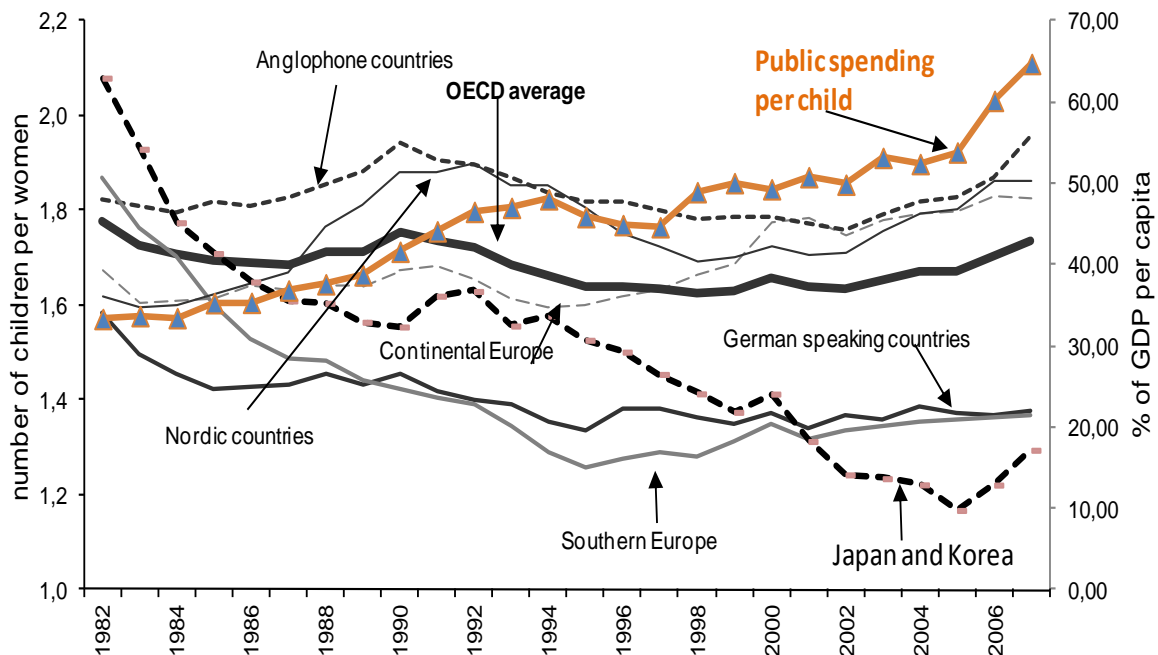


Source: Miranda 2011.

1.3 Political and institutional differences that may explain diverse trends

Here, it is important to understand what factors enabled some countries to adopt – perhaps more quickly than others – a trend combining increasing women’s employment rates and a fertility rebound (Luci-Greulich/Thévenon 2011). Those factors that must be taken into consideration are economic development, shifting norms in childbearing, upbringing and the role of parents; and the influence of the multitude of policies that have been developed in recent decades to help families and facilitate a work-life balance. Public spending on families reflects this development (Figure 6, thick grey line with triangles, right-hand scale). Average real expenditure has significantly increased since the 1980s in OECD countries with respect to the number of children in the population. Furthermore, a noticeable increase in average spending can be seen between the late 1980s and the eve of the 2008 economic crisis. This rise appears to coincide with the fertility rebound observed particularly in the Nordic and continental European countries and the English-speaking countries (scale on the left-hand scale).

Figure 6: Public spending per child on families and fertility rates in OECD regions

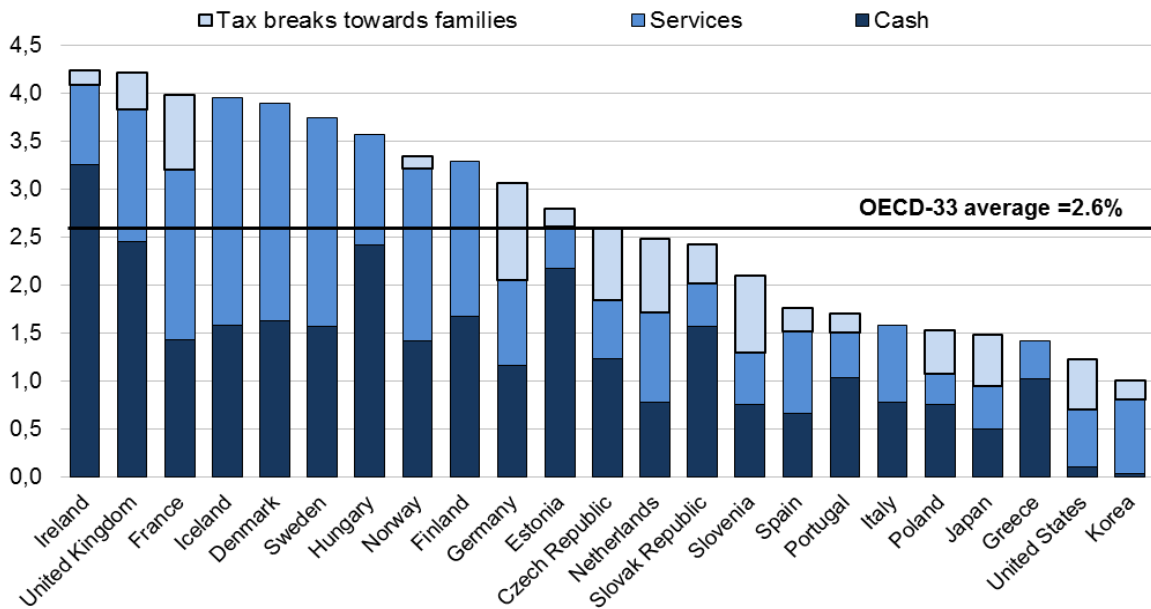


Source: Luci-Greulich/Thévenon 2013.

But wide disparities still exist in the allocation of expenditure and types of aid. The Nordic countries and France, for example, differ from the other countries by their higher level of spending on the care of pre-school children (Figure 7). Indeed, the Nordic countries generally differ by their higher and more sustained support to the parents of under-3s in the form of a relatively well-paid parental leave and childcare services, usually in a collective crèche from about the age of one (Thévenon 2011: Figure 8). In contrast, the English-speaking countries and Switzerland stand out for their much shorter unpaid or poorly paid parental leave. Child-care and financial aid are targeted primarily at poor and single-parent families. Furthermore, , childcare centers are available mostly for children of preschool age and cover generally few hours per day, which is not compatible with full-time work for both parents. In the continental European countries, financial aid is more developed, but childcare for the under-3s is more limited (except in France, which in this respect belongs more with the Nordic countries, with childcare available more widely and earlier than in the other countries). In contrast, aid to families in whatever form is much more limited in the other Southern or Eastern European countries, South Korea and Japan.

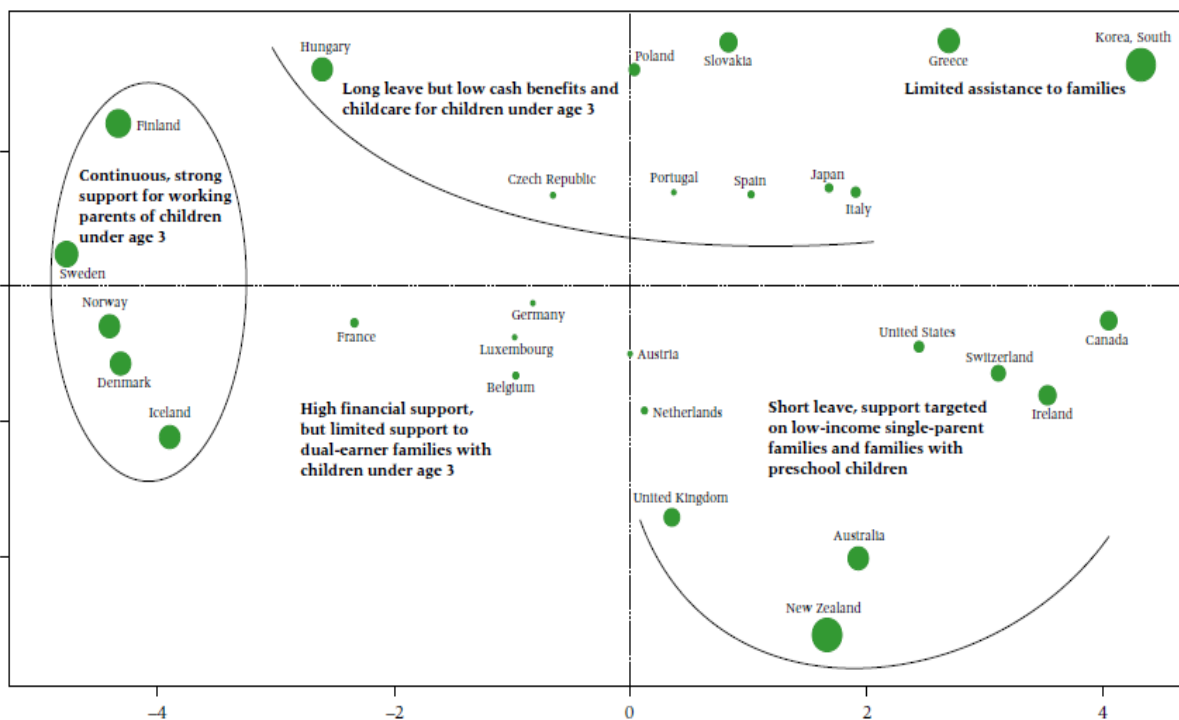
Figure 7: Government expenditure on family benefits in cash, services and tax breaks, 2009

% of GDP



Source: OECD Family database, as of June 2011.

Figure 8: Family policy “models” in OECD countries



Source: Thévenon, O. (2011). Family policies in OECD countries: a comparative analysis. *Population and Development Review*, 37, 1, pp. 57-87.

2. Effects of family policy on national fertility and women's employment rates: recent findings

Our recent work has sought to measure the influence of family policy on the trends in fertility and women's employment observed in the OECD countries. To that end, we used the data collected for the OECD Family database, which now includes 67 indicators for comparing policies to help families at national level with the variations observed nationally in family situations, housework, fertility rates and children's "well-being" (Adema et al. 2009). These data were used to analyse the effects of

- (1) economic development and family policy on fertility trends (Luci-Greulich/ Thévenon 2013, 2014);
- (2) longer paid leave following the birth of a child on male-female employment differences;
- (3) family policy on the development of women's employment.

In each analysis, we sought to identify the effects of the various policy instruments (cash benefits, leave, childcare for infants), allowing for any variations that each measure may have according to the family policy "regime".

2.1 The influence of economic development and family policy on fertility trends

The first analyses concerned the influence of economic development and family policy on fertility. As suggested in the introduction, the first question this research sets out to answer is why the fertility rebound is observed in some countries (or sooner in some countries) rather than in others. A number of explanations have been proposed, which do not contradict each other but may be combined. As mentioned above, the fertility rebound, caused largely by more births to older women than before, is mainly due, according to some researchers, to the end of the process of delaying family formation that followed the change in women's economic and social status (Goldstein et al. 2009; Lesthaeghe 2010; Luci-Greulich/Thévenon 2011). This change in status, others claim, is one marker in a wider shift reflecting a changing relationship between economic development and fertility (Myrskylä et

al. 2009; Luci-Greulich/Thévenon 2014). And the change is also the result of an institutional shift involving a transformation of the attitudes and norms concerning procreation and policy changes encouraging both the control of birth timing and the combination of holding a job and caring for children.

In order to isolate the influence of these various factors, we analysed fertility trends in two stages. First, we analysed the relationship between “economic development”, as measured by increasing per capita GDP, and fertility rates; breaking down per capita GDP into the factors of hourly productivity, average working hours and employment rate by gender made it possible to identify those factors that correlated most or least with the changes in fertility rates. The analysis used the data available for the (then) 26 OECD countries for 1960-2007. Panel analysis methods were applied to identify the effects of the variables on fertility rate changes over time – as opposed to differences between countries. The main findings confirmed that a change does seem to have occurred in the relationship between per capita GDP and fertility as the former increased: whereas at first increasing GDP correlated highly negatively with fertility, the link shrank to zero and then became positive at high levels of per capita GDP (Luci-Greulich/Thévenon 2014). Then a sharper rise in fertility rates has occurred since the 1980s in those countries where the women’s employment rate has also increased, confirming the intuitive conclusion suggested by Figure 3 (and earlier analyses such as by Kögel 2004). This implies that there is indeed a simultaneous shift over time in the rise in women’s employment and that, however slight, of fertility rates.

However, the rise in per capita GDP alone does not explain the wide differences in fertility between “high” and “low” fertility countries. Graph 8 overlays the fertility rate predicted by our model from rising per capita GDP on the actual fertility rates observed for 2006. Some countries come close to the predicted values (Austria, Canada, Switzerland, for example), while two other groups diverge widely: those whose fertility rates are much higher than predicted from their per capita GDP (France, Iceland, New Zealand and the United States, for example); and those where the fertility rate is much lower than would be expected from their stage of economic development (such as Portugal, Slovakia and South Korea). The predictive curve for fertility also shows that the change of sign in the correlation between per capita GDP and fertility rates occurs on average at very high levels of per capita GDP,

which few countries have yet attained, and, at all events, no sharp fertility rebound can be expected according to this parameter alone.

Institutional changes accompanying economic development would appear to be necessary to explain how some countries combine clearer trends towards higher rates of both women's employment and fertility. For that reason, the second stage of our analysis sought more directly to assess the influence of family policy on fertility trends (Luci-Greulich/Thévenon 2013).

Various dimensions of family policy were considered:

- financial transfers to compensate the cost of having a child; a major distinction is between one-off cash benefits paid on the birth of a child or for parental leave and other forms of family allowance that regularly supplement family income;
- leave entitlements related to the birth of a child and childcare facilities available for infants, both of which make it easier to keep a job after the child's birth (and thus reduce what economists call the "opportunity cost" of bearing a child): the number of weeks' paid leave allowed for a birth; the coverage in childcare for the under-3s; spending per child by childcare services.

Other variables were also included to capture the effect of the change in women's status implied by their educational level and labour force participation. The state of the labour market was also examined via the unemployment rate, use of temporary work and the OECD indicators of employment protection. The percentage of births outside wedlock also gave an indication of tolerance with respect to traditional parenthood norms.

The findings show significant effects for family benefits and the availability of infant childcare on the fertility rate, whereas the length of leave and cash payments associated with it have little effect. Not least, the relative importance of the measures varies with the policy regime. For example, cash benefits regularly received by families appear to have a greater impact in the Nordic countries, which may be explained by the relatively high cost of living in these countries. The effect of the availability of childcare, on the other hand, is smaller in the English-speaking countries. And diversity is even greater for length of leave,

since the effect is positive in the Nordic countries and appears to be negative in Southern European countries.

2.2 Influence of family policy on women's employment

The effect of policy on women's employment and male-female differences is analysed in two further papers. The first one examines in detail the effect of extending the paid leave for the birth of a child on male-female differences in employment status (Thévenon/Solaz 2013). The findings suggest that weeks of paid leave has more of a positive (but slight) effect on the employment rate of women aged 25-54; it contributes to reducing the gap between men's and women's employment rates by making it easier to keep a job after a child is born. However, extending leave beyond two years seems to have an opposite effect on women's employment.

The other paper analyses the influence of policies (as listed above) and other institutional factors on changes in women's labour force participation (Thévenon 2013). It innovates by looking for possible interactions between policy measures and identifying variations in influence according to context.

Its main findings are as follows:

- Both financial measures for two-income families and childcare support for the work-life balance have a positive effect on women's labour force participation;
- Increased infant childcare coverage has a major impact on women's full-time and part-time employment. This effect is found in all contexts and is more robust than that of parental leave and family benefits;
- Even more instructive are the interactions revealed between policy measures and between those measures and all the other factors. Childcare coverage in particular has a greater positive effect on women's employment where parental leave is comparatively long and/or employment protection is relatively strong. More generally, childcare coverage has a greater positive effect on women's employment where the overall context (as measured by the total effect of the other factors) is favourable to it.

- Major variations are observed between groups of countries sharing a similar family policy “regime”. For example, the impact of infant childcare on women’s full-time employment is particularly high in the English-speaking and Northern European countries. The effects may also vary by country, such as where length of leave has a strongly negative impact on full-time employment in the English-speaking countries, while the correlation is positive in the Southern European countries, where childcare services are much less developed. It is likely that longer leave, here, allows more women to keep their jobs when a child is born; conversely, longer leave appears to have an opposite effect, encouraging part-time work, in contexts such as the Nordic countries, where the extensive infant childcare system is the main factor increasing women’s employment.

3. Limitations of national comparisons: integrating micro and macro

This review of analyses illustrates the potential of the comparative approach using countries as the unit of comparison: where data are available for long periods, it is possible to relate changes in national policy to those countries’ trends in fertility, employment and even the living conditions of families and children. Context effects can also be identified by analysing the interactions between policy measures and institutional contexts, and the variations in policy impact according to the socio-economic “regime” a country belongs to. These analyses thus form an initial approach to comparison that throws light on the main differences between countries at national level.

3.1 Reasons for better integrating micro-macro interactions

At the same time as these differences are identified, they lead to a set of questions that suggest that it would be useful to go beyond this purely macro-national viewpoint (Philipov et al. 2009; Matysiak/Vignoli 2012). In particular, it would be useful to find a better micro-individual foundation for the differences observed at the macro level (i.e. for all individuals). Two types of argument support this approach.

First, it is important to give greater consideration to the social, historical, political and normative context of family policy in order to understand the choices and effects of any changes (Neyer/Andersson 2008).

This means

- identifying “critical turning points” for broad changes in policy or context that may have major repercussions on later behaviour;
- considering more local or regional contexts, because, first, regional policies may modify the decision-making background for families much more than some national policies (as a result of the highly active role of regions and cities in family support in many countries); and, second, the local conditions for applying national policies may have a major impact, sometimes even more than the national context. The relative importance of local and national contexts must in any case be tested;
- identifying more clearly why policy measures are used or not, since some categories of household, especially the most vulnerable and therefore those that policies aim to reach first, make less use of certain benefits or services. The reasons for this “non-take-up” are not always clearly identified, although the extent of this behaviour may have an obvious effect on our ability to identify a relationship between a given policy and behaviour at aggregate level.

The need to return to the “methodological individualism” underlying the socio-economic analysis of behaviour is another reason for seeking an approach in which the individual and contextual dimensions are better integrated (Agassi 1975; Blossfeld 1996). In our case, we would wish to understand more closely the relationships between the diversity of behaviours and responses to policy observed at micro-individual level and the differences identified at national level. This is no small undertaking, since it raises the question of examining how personal, biographical family characteristics interact with local and/or national environments. In these terms, the path between them may be followed in two directions. Either we seek to understand how the “macro” context (whether national or local) shapes courses of action or possible but limited options for behaviour for various categories of family or individuals. This may explain why in some countries, regions, etc. behaviour is more differentiated by certain personal, family or socio-economic characteristics. At the same time, one would seek to identify how much the influence of institutions varies according to these characteristics.

Going the other way, one would consider the process by which the individuals compose their behaviour as they themselves shape by interaction certain aspects of their context or environment. Rather than thinking of aggregating individual behaviours (as might an economist trained in the principle of micro-economics underlying general equilibrium), the task would be to see how behaviour is diffused and interactions operate with neighbours, peer groups, etc. (Durlauf/Young 2001). A very good illustration of the deeper understanding of the move towards more “gender equal” societies is, for instance, given by Esping-Andersen and Billari (2013) who set a theoretical framework listing conditions affecting the diffusion of “gender equal” norms that are necessary met to get a switch from a “traditional” to a “gender-egalitarian” equilibrium.

3.2 Selected studies bridging the micro-macro gap

Some research has been conducted along the lines described above, but, to our knowledge, very little. The so-called “multi-level” approaches seem the most appropriate for following the path in the first direction. One example for the analysis of fertility is given by Neels and Wood (2012), who take this approach to estimate the influence of family policy on the timing of births in European countries from 1970 to 2005. Their analytical framework for behavior includes individual determinants and information about local employment conditions, national family policy and consumer confidence. Their findings confirm the lesson we had already drawn concerning the positive effect of family allowances and infant childcare on births occurring after the age of 30. These policies do indeed appear to favour the fertility “catch-up” at later ages by the most recent cohorts. Childcare coverage also better explains fertility differences between countries than variations in cash benefits. An unexpected result is, however, that no difference in policy effects according to women’s education level is identified.

Another use of multi-level models is that, for example, of Klüsener et al. (2013) in comparing the fertility behaviour of populations of different origin within a single country. The authors wanted to see if the fertility of the German-speaking community in Belgium came closer to the Belgian or German figures. For this analysis, census data were paired with information about the local environment made available by the contextual database of the “Gender and Generations” programme. The analysis suggests that fertility in the German-speaking areas is closer to that of other Belgians than to that in Germany. “National” family policy appears

therefore to be a strong determinant of behaviour and these citizens' adaptation to their new (since 1920) country.

"Agent-based" micro-simulation models are useful for working back along the same path to see how individual behaviour combines to produce certain results at the aggregated, national level. They can be effective in deducing national outcomes by considering the diversity of individual behaviour and trajectories and the complex interactions that may exist between various processes (Billari 2006; Billari/Fürnkranz-Prskawetz 2003). These models are increasingly used in demography. The advantage of this type of approach for analysing policy effects is that it can also allow for any side effects of policy on a process that was not directly targeted by interactions with the main process (van Imhoff/Post 1998). Aassve et al.'s work (2006) illustrates how these models can describe the complexity of interactions between processes (and the complexity of using the models). The authors analyse the consequences for fertility of higher women's employment in the United Kingdom, among other behaviour (education, divorce, labour force entry and exit) whose distribution over the life cycle is modelled. Examination of interlinked processes over time reveals relatively complex consequences at aggregate level. For example, they show that the impact of women's employment on fertility is less than would be predicted from a simple, highly negative effect. Micro simulation also suggests that women's entry into employment causes lower fertility, whereas once they are employed, continued employment has a positive effect. Taking into account the fact that an increase in entries into employment causes greater stability in partnerships and fewer later exits from employment then lowers the overall effect of women's employment on fertility.

Conclusion

The findings reviewed here have shown the great advances made in recent years in the comparison and analysis of the influence of family policy on fertility and women's employment, emphasising what connects the various trends. Recent research has also sought to go beyond an approach addressing countries as perfectly homogeneous units subject to identical laws correlating policy and outcomes, in order to test how institutions interact and act in ways that are specific to certain types of country or not. These findings also suggest that infant childcare coverage has been the main factor operating positively on both fertility

and women's employment, although its influence vary according to the family policy regimes in various countries.

The conclusions drawn from national aggregates have been extended by "multi-level" approaches seeking to examine the diversity of impact of national and rather regional or local contexts on individual behaviour. Our chosen examples suggest that there is a fairly great similarity in the impact of family policy on fertility, whatever a women's level of education. They also suggest that national policy does indeed affect population behaviour when populations of different origins (and traditions) are subjected to a single national policy. These conclusion are, however, merely indicative and would require many more analyses before being stated definitively.

The way employment and family life processes combine at individual and collective levels has been modelled in a more complex manner by "agent-based" micro simulations that provide an opportunity of giving more consideration to second-order knock-on effects of policy, either by affecting behaviours other than the one "targeted" or by a consequence that appears much later in the life-cycle.

These advances have only been possible because of the major work that has been done to collect the data required by these analyses. The OECD Family database has the great advantage of making it possible to monitor policies in correlation with parents' occupational status, family structures and children's situations. With respect to policy, the information made available is particularly comprehensive, covering as it does the public spending on cash benefits, tax reductions, childcare and education services for infants, and leave for childbirth. Further data supply information about entitlement to parental leave, childcare services and financial transfers received by various types of family. Even more important, considerable work has been done to make available, as far as possible, data for a period that now extends to four decades.

At the same time, the contextual database established for the "Gender and Generation" programme, supplemented by the "Population and Policy" database, provides a set of information on regional and national contexts of great use to investigators who wish to examine the effects of local contexts and regional disparities, particularly by multi-level analysis (PPD,2013).

Further work on the research programme outlined here would consequently not be possible with the continuous development of these sources of information, whose existence marks a major step forward in our ability to compare, monitor over time and even manage, family support policies and their effects.

References

Agassi, Joseph (1975). Institutional individualism. *British Journal of Sociology*, 26, 2, pp. 144-155.

Billari, Francesco F./Fürnkranz-Prskawetz, Alexia (2003). *Agent-based computational demography*, Physica Verlag.

Billari, Francesco C. (2006). Bridging the gap between micro-demography and macro-demography. In: Caselli, Graziella/Vallin Jacques/Wunsch, Guillaume (Eds.): *Demography: analysis and synthesis. Volume 4*. New York: Academic Press (Elsevier), pp. 695-707.

Blossfeld, Hans-Peter (1996). Macro-sociology, rational choice theory, and time. A theoretical perspective on the empirical analysis of social processes. In: *European Sociological Review*, 12, 22, pp. 181-206.

Bongaarts, John/Sobotka, Tomáš (2012). A demographic explanation for the recent rise in European fertility. In: *Population and Development Review* 38, 1, pp. 83-120.

Durlauf, Steven/Young, H. Peyton (2001). *Social dynamics: Economic learning and social evolution*. Cambridge, MA: MIT Press.

Esping-Andersen, Gøsta/Billari, Francesco C. (2013, forthcoming). Re-theorizing family demographics. In: *American Sociological Journal*.

Goldstein, Joshua R./Sobotka, Tomáš/Jasilioniene, Aiva (2009). The end of “lowest-low fertility”? *Population and Development Review* 35, 4, pp. 663-699.

Kluesener, Sebastian/Neels, Karel/Kreyenfeld, Michaela (2013). *Social norms, family policies, and fertility trends: Insights from a comparative study on the German-speaking region in Belgium*. Rostock: Max Planck Institute for Demographic Research (MPIDR Working Paper WP 2013-003).

Kögel, Tomas (2004). Did the association between fertility and female employment within OECD countries really change its sign? In: *Journal of Population Economics*, 17, pp. 45-65.

Luci, Angela/Thévenon, Olivier (2011). Does economic development explain fertility rebound in OECD countries? In: *Population and Societies*, 481.

Luci-Greulich, Angela/Thévenon, Olivier (2014, forthcoming). Does economic advancement 'cause' a re-increase in fertility? An empirical analysis for OECD countries (1960-2007). In: *European Journal of Population*.

Luci-Greulich, Angela/Thévenon, Olivier (2013). The impact of family policies on fertility trends in developed countries. In: *European Journal of Population*, DOI: 10.1007/s10680-013-9295-4.

Lesthaeghe, Ron (2010). The unfolding story of the second demographic transition. In: *Population and Development Review*, 36, pp. 211-251.

Matysiak, Anna/Vignoli, Daniele (2012)- Methods for "reconciling" micro and macro in family demography research: A systematization. In: Di Ciaccio, Agostino/Colo, Mauro/Angulo Ibañez, Jose Miguel (Eds.): *Advanced statistical methods for the analysis of large data-sets*. Heidelberg et al.: Springer (Studies in Theoretical and Applied Statistics. Selected Papers of the Statistical Societies), pp. 475-484.

Miranda V. (2011). *Cooking, Caring and Volunteering: Unpaid Work Around the World*. OECD Social, Employment and Migration Working Papers, n°116, OECD Publishing.

Myrskylä, Mikko/Kohler, Hans-Peter/Billari, Francesco C. (2009). Advances in development reverse fertility declines. In: *Nature*, 460, 6, DOI: 10.1038/nature 08230.

Neels, Karel/Woods, Jonas (2013). *Postponement of recuperation of first births in Europe: The effect of economic and institutional contexts over the life-course*. Paper presented at the

annual meeting of the Population Association of America, New Orleans, Louisiana, April 11-13, 2013.

Neyer, Gerda/Andersson, Gunar (2008). Consequences of family policies on childbearing behavior: Effects or artifacts? In: *Population and Development Review*, 34, 4, pp. 699-724, DOI: 10.1111/j.1728-4457.2008.00246.

OECD (2011) . Family database: www.oecd.org/social/family/database

OECD (2012). *Closing the gender gap: Act now!* Paris: OECD Publishing.

OECD (2011). *Doing better for families*. Paris: OECD Publishing.

PPD (2013), Population and Policy Database: www.demogr.mpg.de/cgi-bin/databases/PPD/index.pl

Philipov, Dimeter/Thévenon, Olivier/Koblas, Jane/Bernardi, Laura/Liefbroer, Aart C. (2009). *Reproductive decision-making in a macro-micro perspective: State of the art*. European Demographic Research Paper 1.

Thévenon, Olivier/Solaz, Anne (2013). *Labour market effects of parental leave policies in OECD countries?* Paris: OECD Publishing (OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 141). www.oecd.org/els/workingpapers.

Thévenon, Olivier (2013). *Drivers of female labour force participation in OECD countries*. Paris: OECD Publishing (OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 145), (www.oecd.org/els/workingpapers).

Thévenon, Olivier (2011). Family policies in OECD countries: A comparative analysis In: *Population and Development Review*, 37, 1, pp. 57-87.

Thévenon, Olivier/Gauthier, Anne (2011). Family policies in developed countries: A “fertility booster” with side-effects. In: *Community, Work and Family*, 14, 2, pp. 197-216.

Thévenon, Olivier/Luci-Greulich, Angela (2012). Reconciling work, family and children outcomes: What implications for family policies? In: *Population Research and Policy Review*, 31, 6, pp. 855-882.

Publications des Documents de Travail

- N° 201. – Olivier THÉVENON, *Institutional drivers of female labour Force participation in OECD countries*, janvier, 40 p.
- N° 200. – Olivier THÉVENON, *Politiques familiales, fécondité et emploi des femmes : apports et limites des comparaisons au niveau national/Family policy, fertility and women's employment: value and limitations of national comparisons*, janvier, 44 p
- N° 199. – Olivier THÉVENON et Anne SOLAZ, *Parental Leave and Labour Market Outcomes: Lessons from 40 Years of Policies in OECD countries*, janvier, 38 p
- N° 198. – Marie DIGOIX, *Coming out et ordre normatif en Islande*, octobre 2013, 134 p.
- N° 197. – *Actes de la Journée Doctorale de l'Ined du 30 juin 2011*, septembre 2013, 220 p.
- N° 196. – Patrick SIMON, Vincent TIBERJ, *Sécularisation ou regain religieux : la religion des immigrés et de leurs descendants*, juillet 2013, 38 p.
- N° 195. – Gilles PISON, Laetitia DOUILLOT, Géraldine DUTHÉ, Malick KANTE, Cheikh SOKHNA, Jean-François TRAPE, *Successes and Failures in the Fight against Child Mortality in Sub-Saharan Africa: Lessons from Senegal*, juin 2013, 34 p.
- N° 194. – François HÉRAN, *L'usage des langues dans la recherche publique en France, d'après l'enquête Elvire*, juin 2013, 90 p.
- N° 193. – André WIELKI, *Pratique de Sas Windows ...9.3*, Volume 2, mars 2013, 255 p.
- N° 192. – André WIELKI, *Pratique de Sas Windows v 9.2...*, Volume 1, mars 2013, 211 p.
- N° 191. – Carole BONNET, Alice KEOGH, Benoît RAPOPORT, *Quels facteurs pour expliquer les écarts de patrimoine entre hommes et femmes en France ?*, mars 2013, 44 p.
– Carole BONNET, Alice KEOGH, Benoît RAPOPORT, *How can we explain the gender wealth gap in France?*, mars 2013, 46 p.
- N° 190. – Christelle HAMEL et Muriel MOISY, *Immigrés et descendants d'immigrés face à la santé*, Série Trajectoires et Origines (TeO) : enquête sur la diversité des populations en France, janvier 2013, 50 p.
- N° 189. – Christelle HAMEL, Bertrand LHOMMEAU, Ariane PAILHÉ, Emmanuelle SANTELLI, *Rencontrer son conjoint dans un espace multiculturel et international*, Série Trajectoires et Origines (TeO) : enquête sur la diversité des populations en France, janvier 2013, 32 p.
- N° 188. – Cora Leonie MEZGER KVEDER, *Temporary Migration: A Review of the literature*, janvier 2013, 44 p.
- N° 187. – Arnaud RÉGNIER-LOILLIER, Présentation, questionnaire et documentation de la troisième vague de l'*Étude des relations familiales et intergénérationnelles* (Erfi-GGS 2011), décembre 2012, 328 p.
- N° 186. – Zahia OUADAH-BEDIDI et Jacques VALLIN, *Fécondité et politique de limitation des naissances en Algérie : une histoire paradoxale*, octobre 2012, 20 p.
- N° 185. – Zahia OUADAH-BEDIDI, *Fécondité et nuptialité différentielles en Algérie : l'apport du recensement de 1998*, octobre 2012, 42 p.
- N° 184. – Maud LESNÉ et Patrick SIMON, *La mesure des discriminations dans l'enquête « Trajectoires et Origines »*, septembre 2012, 32 p.
- N° 183. – Yael BRINBAUM, Mirna SAFI, Patrick SIMON, *Les discriminations en France: entre perception et expérience*, septembre 2012, 34 p.
- N° 182. – Dominique MEURS, Bertrand LHOMMEAU et Mahrez OKBA, *Emplois, salaires et mobilité intergénérationnelle*, 2012, 48 p.
- N° 181. – Christelle HAMEL et Ariane PAILHÉ, *Former une famille en contexte migratoire*, septembre 2012, 35 p.
- N° 180. – Marie-Thérèse LETABLIER et Anne SALLES, *Labour market uncertainties for the young workforce in France and Germany: implications for family formation and fertility*, juillet 2012, 79 p.
- N° 179. – Aline F. DÉSESQUELLES, *Self-Rated Health of French Prison Inmates: Does Time Spent Behind Bars Matter?*, mai 2012, 14 p.
- N° 178. – Aline F. DÉSESQUELLES, *Self-Rated Health of French Prison Inmates: Measurement and Comparison with Other Health Indicators*, mai 2012, 20 p.
- N° 177. – Béatrice VALDES, Khalid ELJIM, Christophe BERGOUIGNAN, Patrick FESTY, Jean-Paul SARDON (coord.), *Évaluer et valoriser la base européenne de micro-données de recensement. Les résultats du projet ANR CENSUS*, janvier 2012, 355 p.
- N° 176. – Patrick SIMON et Vincent TIBERJ, *Les registres de l'identité. Les immigrés et leurs descendants face à l'identité nationale*, janvier 2012, 30 p.

- N° 175. – Vincent TIBERJ et Patrick SIMON, *La fabrique du citoyen: origines et rapport au politique en France*, janvier 2012, 32 p.
- N° 174. – Angela LUCI et Olivier THÉVENON, *The impact of family policy packages on fertility trends in developed countries*, janvier 2012, 40 p.
- N° 173. – Arnaud RÉGNIER-LOILIER, Leila SABONI, Béatrice VALDES, *Presentation and Modifications to the Generations and Gender Survey Questionnaire in France (Wave 2). L'Étude des relations familiales et intergénérationnelles (Érfi.)*, novembre 2011, 146 p.
- N° 172. – Cris BEAUCHEMIN, Hugues LAGRANGE, Mirna SAFI, *Transnationalism and immigrant assimilation in France: between here and there?*, Imiscoe Annual Conference, Workshop 6: Integration and transnationalism: how are the two connected? Warsaw, Poland – 7-9 September 2011, 2011, 26 p.
- N° 171. – Jean-Louis PAN KÉ SHON, Claire SCODELLARO, *Discrimination au logement et ségrégation ethno-raciale en France*, 2011, 30 p.
- N° 170. – Audrey SIEURIN, Emmanuelle Cambois, Jean-Marie Robine, *Les espérances de vie sans incapacité en France: Une tendance récente moins favorable que dans le passé*, 2011, 30 p.
- N° 169. – Ariane PAIHLÉ et Anne SOLAZ, *Does job insecurity cause missing births in a high fertility European country. Evidence for France*, 2011, 32 p.
- N° 168. – Équipe TeO, coordonné par Patrick SIMON, Cris BEAUCHEMIN et Christelle HAMEL, *Trajectoire et Origines. Enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats*, 2010, 152 p.
- N° 167. – Angela LUCI, Olivier THEVENON, *Does economic development drive the fertility rebound in OECD countries?*, 2010, 45 p.
- N° 166. – Cris BEAUCHEMIN, Lama KABBANJI, Bruno SCHOU MAKER, *Sept communications présentées lors de la table ronde sur les migrations entre l'Afrique et l'Europe*, Dakar, Sénégal, 21 novembre 2009, 244 p.
- N° 165. – Arnaud RÉGNIER-LOILIER, Présentation, questionnaire et documentation de la seconde vague de l'étude des relations familiales et intergénérationnelles (Erfi-GGS2), 211 p.
- N° 164. – Carole BONNET, Anne SOLAZ, Elisabeth ALGAVA, *La séparation conjugale affecte-t-elle l'activité professionnelle? Une estimation basée sur les méthodes d'appariement*, 2009, 36 p.
- N° 163. – Olivia EKERT- JAFFÉ, *Le coût du temps consacré aux enfants: contraintes de temps et activité féminine/ The Real Time Cost of Children in France is Equally Shared by Mothers and Fathers*, 2009, 48 p.
- N° 162. – Laurent GOBILLON et François-Charles WOLFF, *Housing and location choices of retiring households: Evidence from France*, 2009, 28 p.
- N° 161. – Matthieu SOLIGNAC, *Les politiques de conciliation vie professionnelle/vie familiale menées par les employeurs: élaboration d'une typologie des établissements de l'Enquête Familles-Employeurs*, 2009, 143 p.
- N° 160. – Géraldine DUTHÉ, Raphaël LAURENT, Gilles PISON, *Vivre et mourir après 60 ans en milieu rural africain. Isolement, recours aux soins et mortalité des personnes âgées à Mlomp*, 2009, 26 p.
- N° 159. – Nathalie DONZEAU et Jean-Louis PAN KÉ SON, *La mobilité résidentielle depuis la fin des Trente Glorieuses*, 2009, 34 p.
- N° 158. – Olivier THÉVENON, *The costs of raising children and the effectiveness of policies to support parenthood in European countries: a Literature Review* 2009, 612 p.
- N° 157. – Jean-Louis PAN KÉ SON, *L'émergence du sentiment d'insécurité en quartiers défavorisés. Dépassement du seuil de tolérance... aux étrangers ou à la misère?* 2009, 20 p.
- N° 156. – Maryse Marpsat, *The Ined Research on Homelessness, 1993-2008*, 2008, 218 p.
- N° 155. – Éva BEAUJOUAN, Anne SOLAZ, *Childbearing after separation: Do second unions make up for earlier missing births? Evidence from France*, 2008, 24 p.
- N° 154. – Carole BONNET, Laurent GOBILLON, Anne LAFERRÈRE, *The effect of widowhood on housing and location choices*, 2008, 40 p.
- N° 153. – Louise MARIE DIOP-MAES, *La population ancienne de l'Afrique subsaharienne. Les éléments d'évaluation*, 2008, 20 p.
- N° 152. – Traduction en Russe du N° 121.
- N° 151. – P. FESTY, J. ACCARDO, D. DEMAILLY, L. PROKOFIEVA, I. KORTCHAGINA, A. SZUKIELOJC-BIENKUNSKA, L. NIVOROZHKINA, L. OVTCHAROVA, M. SEBTI, A. PATERNO, S. STROZZA, I. ELISEEVA, A. SHEVYAKOV, *Mesures, formes et facteurs de la pauvreté. Approches comparative*, 2008, 196 p.
- N° 150. – Géraldine DUTHÉ, Serge H. D. FAYE, Emmanuelle GUYAVARCH, Pascal ARDUIN, Malick A. KANTE, Aldiouma DIALLO, Raphaël LAURENT, Adama MARRA, Gilles PISON, *La détermination des causes de décès par autopsie verbale: étude de la mortalité palustre en zone rurale sénégalaise*, 2008, 42 p.
- N° 149. – Maryse MARPSAT, *Services for the Homeless in France. Description, official statistics, client recording of information. A report for the European Commission*, 2007, 84 p.
- N° 148. – Olivier THÉVENON, *L'activité féminine après l'arrivée d'enfants: disparités et évolutions en Europe à partir des enquêtes sur les Forces de travail, 1992-2005*, 2007, 56 p.

- N° 147. – Magali BARBIERI, *Population en transition. Dix communications présentées au XXV^e Congrès général de la population, Tours, France, 18-23 juillet 2005*, 2007, 201 p.
- N° 146. – François CHAPIREAU, *La mortalité des malades mentaux hospitalisés en France pendant la deuxième guerre mondiale*, 2007, 36 p.
- N° 145. – Maryse MARPSAT, *Explorer les frontières. Recherches sur des catégories « en marge »*, Mémoire présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches en sociologie, 2007, 274 p.
- N° 144. – Arnaud RÉGNIER-LOILIER et Pascal SEBILLE, Modifications to the Generations and Gender Surveys questionnaire in France (wave 1), 192 p.
- N° 143. – Ariane PAILHÉ et Anne SOLAZ, *L'enquête Familles et employeurs. Protocole d'une double enquête et bilan de collecte*, 180 p.
- N° 142. – Annie BACHELOT et Jacques de MOUZON, *Données de l'enquête « Caractéristiques des couples demandant une fécondation in vitro en France »*, 2007, 44 p.
- N° 141. – Olivia EKERT-JAFFÉ, Shoshana GROSSBARD et Rémi MOUGIN, *Economic Analysis of the Childbearing Decision*, 2007, 108 p.
- N° 140. – Véronique HERTRICH and Marie LESCLINGAND, *Transition to adulthood and gender: changes in rural Mali*
- N° 139. – Patrick SIMON et Martin CLÉMENT, *Rapport de l'enquête « Mesure de la diversité ». Une enquête expérimentale pour caractériser l'origine*, 2006, 86 p.
- N° 138. – Magali BARBIERI, Alfred NIZARD et Laurent TOULEMON, *Écart de température et mortalité en France*, 2006, 80 p.
- N° 137. – Jean-Louis PAN KÉ SHON, *Mobilités internes différentielles en quartiers sensibles et ségrégation*, 2006, 42 p.
- N° 136. – Francisco MUNOZ-PÉREZ, Sophie PENNEC, avec la collaboration de Geneviève Houriet Segard, *Évolution future de la population des magistrats et perspectives de carrière, 2001-2040*, 2006, XXX + 114 p.
- N° 135. – Alexandre DJIRIKIAN et Valérie LAFLAMME, sous la direction de Maryse MARPSAT, *Les formes marginales de logement. Étude bibliographique et méthodologique de la prise en compte du logement non ordinaire*, 2006, 240 p.
- N° 134. – Catherine BONVALET et Éva LELIÈVRE, *Publications choisies autour de l'enquête « Biographies et entourage »*, 2006, 134 p.
- N° 133. – Arnaud RÉGNIER-LOILIER, *Présentation, questionnaire et documentation de l'« Étude des relations familiales et intergénérationnelles » (Erfi). Version française de l'enquête « Generations and Gender Survey » (GGS)*, 2006, 238 p.
- N° 132. – Lucie BONNET et Louis BERTRAND (sous la direction de), *Mobilités, habitat et identités*, Actes de la journée d'étude « Jeunes chercheurs ». Le logement et l'habitat comme objet de recherche. Atelier 3, 2005, 92 p.
- N° 131. – Isabelle FRECHON et Catherine Villeneuve-Gokalp, *Étude sur l'adoption*, 2005, 64 p.
- N° 130. – Dominique MEURS, Ariane PAIHLÉ et Patrick SIMON, *Mobilité intergénérationnelle et persistance des inégalités. L'accès à l'emploi des immigrés et de leurs descendants en France*, 2005, 36 p.
- N° 129. – Magali MAZUY, Nicolas RAZAFINDRATSIMA, Élise de LA ROCHEBROCHARD, *Déperdition dans l'enquête « Intentions de fécondité »*, 2005, 36 p.
- N° 128. – Laure MOGUEROU et Magali BARBIERI, *Population et pauvreté en Afrique. Neuf communications présentées à la IV^e Conférence africaine sur la population*, Tunis, Tunisie, 8-12 décembre 2003, 2005, 184 p.
- N° 127. – Jean-Louis PAN KÉ SHON, *Les sources de la mobilité résidentielle. Modifications intervenues sur les grandes sources de données dans l'étude des migrations*, 2005, 30 p.
- N° 126. – Thierry DEBRAND et Anne-Gisèle PRIVAT, *L'impact des réformes de 1993 et de 2003 sur les retraites. Une analyse à l'aide du modèle de microsimulation Artémis*, 2005, 28 p.
- N° 125. – Kees WAALDIJK (ed), *More or less together: levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners: a comparative study of nine European countries*, 2005, 192 p. (s'adresser à Marie DIGOIX)
- N° 124. – Marie DIGOIX et Patrick FESTY (eds), *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials*, 2004, 304 p.
- N° 123. – Marie DIGOIX et Patrick FESTY (sous la dir.), *Séminaire « Comparaisons européennes », années 2001-2002*, 2004, 220 p.
- N° 122. – Emmanuelle GUYAVARCH et Gilles PISON, *Les balbutiements de la contraception en Afrique au Sud du Sahara*, septembre 2004, 48 p.
- N° 121. – Maryse JASPARD et Stéphanie CONDON, *Genre, violences sexuelles et justice*. Actes de la journée-séminaire du 20 juin 2003, 2004, 135p.
- N° 120. – Laurent TOULEMON et Magali MAZUY, *Comment prendre en compte l'âge à l'arrivée et la durée de séjour en France dans la mesure de la fécondité des immigrants ?* 2004, 34 p.
- N° 119. – Céline CLÉMENT et Bénédicte GASTINEAU (coord.), *Démographie et sociétés*. Colloque international « Jeunes Chercheurs », Cerpos-Université Paris X-Nanterre, 1^{er} et 2 octobre 2002, 2003, 350 p.

- N° 118. – Monique BERTRAND, Véronique DUPONT et France GUÉRIN-PACE (sous la dir.), *Espaces de vie. Une revue des concepts et des applications*, 2003, 188 p.
- N° 117. – Stéphanie CONDON et Armelle ANDRO, *Questions de genre en démographie. Actes de la journée du 22 juin 2001*, 2003, 128 p.
- N° 116. – Maryse JASPARD et l'équipe Enveff, *Le questionnaire de l'enquête Enveff. Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France*, 2003, 10 + 88 p.
- N° 115. – Zahia OUADAH-BEDIDI et Jacques VALLIN, *Disparités régionales de l'écart d'âge entre conjoints en Algérie. Évolution depuis 1966*, 2003, 32 p.
- N° 114. – Magali MAZUY, *Situations familiales et fécondité selon le milieu social. Résultats à partir de l'enquête EHF de 1999*, 2002, 60 p.
- N° 113. – Jean-Paul SARDON, *Fécondité et transition en Europe centrale et orientale*, 2002, 38 p.
- N° 112. – Thérèse LOCOH, *Deux études sur la fécondité en Afrique: 1) Structures familiales et évolutions de la fécondité dans les pays à fécondité intermédiaire d'Afrique de l'Ouest; 2) Baisse de la fécondité et mutations familiales en Afrique sub-saharienne*, 2002, 24 p. et 30 p.
- N° 111. – Thierry DEBRAND et Anne-Gisèle PRIVAT, *Individual real wages over business cycle: The impact of macroeconomic variations on individual careers and implications concerning retirement pensions*, 2002, 38 p.
- N° 110. – Recueil préparé par Amandine LEBUGLE et Jacques VALLIN, *Sur le chemin de la transition. Onze communications présentées au XXIV^e Congrès général de la population à Salvador de Bahia, Brésil, août 2001*, 2002, 234 p.
- N° 109. – Éric BRIAN, Jean-Marc ROHRBASSER, Christine THÉRÉ, Jacques VÉRON (intervenants et organisateurs), *La durée de vie: histoire et calcul*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 7 février 2000, 2002, 70 p.
- N° 108. – France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Montée de l'espérance de vie et concentration des âges au décès*, 2002, 20 p.
- N° 107. – Alexandre AVDEEV, *La mortalité infantile en Russie et en URSS: éléments pour un état des recherches*, 2002, 48 p.
- N° 106. – Isabelle ATTANÉ (organisatrice), *La Chine en transition: questions de population, questions de société*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 31 janvier et 1^{er} février 2001 (s'adresser à Céline PERREL), 2002, 46 p.
- N° 105. – A. AVDEEV, J. BELLENGER, A. BLUM, P. FESTY, A. PAILHÉ, C. GOUSSEFF, C. LEFÈVRE, A. MONNIER, J.-C. SEBAG, J. VALLIN (intervenants et organisateurs), *La société russe depuis la perestroïka: rupture, crise ou continuité?* Séminaire de la valorisation de la recherche, 1^{er} mars 2001 (s'adresser à Céline PERREL), 2001, 124 p.
- N° 104. – Jacques VÉRON, Sophie PENNEC, Jacques LÉGARÉ, Marie DIGOIX (éds), *Le contrat social à l'épreuve des changements démographiques ~ The Social Contract in the Face of Demographic Change*, Actes des 2^e Rencontres Sauvy, 2001, 386 p.
- N° 103. – Gilles PISON, Alexis GABADINHO, Catherine ENEL, *Mlomp (Sénégal). Niveaux et tendances démographiques; 1985-2000*, 2001, 182 p.
- N° 102. – *La famille en AOF et la condition de la femme*. Rapport présenté au Gouverneur général de l'AOF. par Denise SAVINEAU (1938). Introduction de Pascale Barthélémy, 2001, XXII-222 p.
- N° 101. – Jean-Paul SARDON, *La fécondité dans les Balkans*, 2001, 88 p.
- N° 100. – Jean-Paul SARDON, *L'évolution récente de la fécondité en Europe du Sud*, 26 p.
- N° 99. – S. JUSTEAU, J.H. KALTENBACH, D. LAPEYRONNIE, S. ROCHÉ, J.-C. SEBAG, X. THIERRY et M. TRIBALAT (intervenants et organisateurs), *L'immigration et ses amalgames*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 24 mai 2000, 2001, 94 p.
- N° 98. – Juliette HALIFAX, *L'insertion sociale des enfants adoptés. Résultats de l'enquête « Adoption internationale et insertion sociale », 2000 (Ined – Les Amis des enfants du monde)*, 2001, 58 p.
- N° 97. – Michèle TRIBALAT, *Modéliser, pour quoi faire?* 2001, 10 p.
- N° 96. – O. EKERT-JAFFÉ, H. LERIDON, S. PENNEC, I. THÉRY, L. TOULEMON et J.-C. SEBAG (intervenants et organisateurs), *Évolution de la structure familiale*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 28 juin 2000, 2001, 110 p.
- N° 95. – A. ANDRO, A. LEBUGLE, M. LESCLINGAND, T. LOCOH, M. MOUVAGHA-SOW, Z. OUADAH-BEDIDI, J. VALLIN, C. VANDERMEERSCH, J. VÉRON, *Genre et développement. Huit communications présentées à la Chaire Quetelet 2000*, 2001, 158 p.
- N° 94. – C. BONVALET, C. CLÉMENT, D. MAISON, L. ORTALDA et T. VICHNEVSKAIA, *Réseaux de sociabilité et d'entraide au sein de la parenté: Six contributions*, 2001, 110 p.
- N° 93. – Magali MAZUY et Laurent TOULEMON, *Étude de l'histoire familiale. Premiers résultats de l'enquête en ménages*, 2001, 100 p.
- N° 92. – *Politiques sociales en France et en Russie*, INED/IPSEP, 2001, 246 p.
- N° 91. – Françoise MOREAU, *Commerce des données sur la population et libertés individuelles*, 2001, 20 p. + Annexes.
- N° 90. – Youssef COURBAGE, Sergio DELLAPERGOLA, Alain DIECKHOFF, Philippe FARGUES, Emile MALET, Elias SANBAR et Jean-Claude SEBAG (intervenants et organisateurs), *L'arrière-plan démographique de l'explosion de violence en Israël-Palestine*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 30 novembre 2000, 2000, 106 p.

- N° 89. – Bénédicte GASTINEAU et Elisabete de CARVALHO (coordonné par), *Démographie: nouveaux champs, nouvelles recherches*, 2000, 380 p.
- N° 88. – Gil BELLIS, Jean-Noël BIRABEN, Marie-Hélène CAZES et Marc de BRAEKELEER (modérateur et intervenants), *Génétiq ue et populations*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 26 janvier 2000, 2000, 96 p.
- N° 87. – Jean-Marie FIRDION, Maryse MARPSAT et Gérard MAUGER (intervenants), *Étude des sans-domicile: le cas de Paris et de l'Île-de-France*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 19 avril 2000, 2000, 90 p.
- N° 86. – François HÉRAN et Jean-Claude SEBAG (responsables modérateurs), *L'utilisation des sources administratives en démographie, sociologie et statistique sociale*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 20 septembre 2000, 2000, 170 p.
- N° 85. – Michel BOZON et Thérèse LOCOH (sous la dir.), *Rapports de genre et questions de population. II. Genre, population et développement*, 2000, 200 p.
- N° 84. – Michel BOZON et Thérèse LOCOH (sous la dir.), *Rapports de genre et questions de population. I. Genre et population, France 2000*, 2000, 260 p.
- N° 83. – Stéphanie CONDON, Michel BOZON et Thérèse LOCOH, *Démographie, sexe et genre: bilan et perspectives*, 2000, 100 p.
- N° 82. – Olivia EKERT-JAFFE et Anne SOLAZ, *Unemployment and family formation in France*, 2000, 26 p.
- N° 81. – Jean-Marie FIRDION, *L'étude des jeunes sans domicile dans les pays occidentaux: état des lieux*, 1999, 28 p.
- N° 80. – *Age, génération et activité: vers un nouveau contrat social? Age, cohort and activity: A new "social contract"?*, Actes des 1^{res} rencontres Sauvy (s'adresser à Marie DIGOIX), 1999, 314 p.
- N° 79. – Maryse MARPSAT, *Les apports réciproques des méthodes quantitatives et qualitatives: le cas particulier des enquêtes sur les personnes sans domicile*, 1999, 24 p.
- N° 78. – *Les populations du monde, le monde des populations. La place de l'expert en sciences sociales dans le débat public*, Actes de la Table ronde pour l'inauguration de l'Ined, 1999, 54 p.
- N° 77. – Isabelle SÉGUY, Fabienne LE SAGER, *Enquête Louis Henry. Notice descriptive des données informatiques*, 1999, 156 p.
- N° 76. – I. SÉGUY, H. COLENÇON et C. MÉRIC, *Enquête Louis Henry. Notice descriptive de la partie nominative*, 1999, 120 p.
- N° 75. – Anne-Claude LE VOYER (s'adresser à H. LERIDON), *Les processus menant au désir d'enfant en France*, 1999, 200 p.
- N° 74. – Jacques VALLIN et France MESLÉ, *Le rôle des vaccinations dans la baisse de la mortalité*, 1999, 20 p.
- N° 73. – Bernard ZARCA, *Comment passer d'un échantillon de ménages à un échantillon de fratries? Les enquêtes « Réseaux familiaux » de 1976, « Proches et parents » de 1990 et le calcul d'un coefficient de pondération*, 1999, 20 p.
- N° 72. – Catherine BONVALET, *Famille-logement. Identité statistique ou enjeu politique?* 1998, 262 p.
- N° 71. – Denise ARBONVILLE, *Normalisation de l'habitat et accès au logement. Une étude statistique de l'évolution du parc « social de fait » de 1984 à 1992*, 1998, 36 p.
- N° 70. – *Famille, activité, vieillissement: générations et solidarités*. Bibliographie préparée par le Centre de Documentation de l'Ined, 1998, 44 p.
- N° 69. – XXIII^e Congrès général de la population, Beijing, Chine, 11-17 octobre 1997 :
Contribution des chercheurs de l'Ined au Congrès, 1997, 178 p.
Participation of Ined Researchers in the Conference, 1997, 180 p.
- N° 68. – France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Évolution de la mortalité aux âges élevés en France depuis 1950*, 1998, 42 p.
- N° 67. – Isabelle SEGUY, *Enquête Jean-Noël Biraben « La population de la France de 1500 à 1700 ». Répertoire des sources numériques*, 1998, 36 p.
- N° 66. – Alain BLUM, *I. Statistique, démographie et politique. II. Deux études sur l'histoire de la statistique et de la statistique démographique en URSS (1920-1939)*, 1998, 92 p.
- N° 65. – Annie LABOURIE-RACAPÉ et Thérèse LOCOH, *Genre et démographie: nouvelles problématiques ou effet de mode?* 1998, 27 p.
- N° 64. – C. BONVALET, A. GOTMAN et Y. GRAFMEYER (éds), et I. Bertaux-Viame, D. Maison et L. Ortalda, *Proches et parents: l'aménagement des territoires*, 1997.
- N° 63. – Corinne BENVENISTE et Benoît RIANDEY, *Les exclus du logement: connaître et agir*, 1997, 20 p.
- N° 62. – Sylvia T. WARGON, *La démographie au Canada, 1945-1995*, 1997, 40 p.
- N° 61. – Claude RENARD, *Enquête Louis Henry. Bibliographie de l'enquête*, 1997, 82 p.
- N° 60. – H. AGHA, J.-C. CHASTELAND, Y. COURBAGE, M. LADIER-FOULADI, A.H. MEHRYAR, *Famille et fécondité à Shiraz (1996)*, 1997, 60 p.
- N° 59. – Catherine BONVALET, Dominique MAISON et Laurent ORTALDA, *Analyse textuelle des entretiens « Proches et Parents »*, 1997, 32 p.

- N° 58. – B. BACCAÏNI, M. BARBIERI, S. CONDON et M. DIGOIX (éds),
 Questions de population. Actes du Colloque Jeunes Chercheurs :
 I. Mesures démographiques dans des petites populations, 1997, 50 p.
 II. Nuptialité – fécondité – reproduction, 1997, 120 p.
 III. Histoire des populations, 1997, 90 p.
 IV. Économie et emploi, 1997, 50 p.
 V. Vieillesse – retraite, 1997, 66 p.
 VI. Famille, 1997, 128 p.
 VII. Santé – mortalité, 1997, 136 p.
 VIII. Population et espace, 1997, 120 p.
 IX. Migration – intégration, 1997, 96 p.
- N° 57. – Isabelle SÉGUY et Corinne MÉRIC, *Enquête Louis Henry. Notice descriptive non nominative*, 1997, 106 p.
- N° 56. – Máire Ní BHROLCHÁIN and Laurent TOULEMON, *Exploratory analysis of demographic data using graphical methods*, 1996, 50 p.
- N° 55. – Laurent TOULEMON et Catherine de GUIBERT-LANTOINE, *Enquêtes sur la fécondité et la famille dans les pays de l'Europe (régions ECE des Nations unies). Résultats de l'enquête française*, 1996, 84 p.
- N° 54. – G. BALLAND, G. BELLIS, M. DE BRAEKELEER, F. DEPOID, M. LEFEBVRE, I. SEGUY, *Généalogies et reconstitutions de familles. Analyse des besoins*, 1996, 44 p.
- N° 53. – Jacques VALLIN et France MESLÉ, *Comment suivre l'évolution de la mortalité par cause malgré les discontinuités de la statistique ? Le cas de la France de 1925 à 1993*, 1996, 46p.
- N° 52. – Catherine BONVALET et Eva LELIÈVRE, *La notion d'entourage, un outil pour l'analyse de l'évolution des réseaux individuels*, 1996, 18 p.
- N° 51. – Alexandre AVDEEV, Alain BLUM et Serge ZAKHAROV, *La mortalité a-t-elle vraiment augmenté brutalement entre 1991 et 1995 ?* 1996, 80 p.
- N° 50. – France MESLÉ, Vladimir SHKOLNIKOV, Véronique HERTRICH et Jacques VALLIN, *Tendances récentes de la mortalité par cause en Russie, 1965-1993*, 1995, 70 p. Avec, en supplément, 1 volume d'Annexes de 384 p.
- N° 49. – Jacques VALLIN, *Espérance de vie : quelle quantité pour quelle qualité de vie ?* 1995, 24 p.
- N° 48. – François HÉRAN, *Figures et légendes de la parenté :*
 I. Variations sur les figures élémentaires, 1995, 114 p.
 II. La modélisation de l'écart d'âge et la relation groupe/individu, 1995, 84 p.
 III. Trois études de cas sur l'écart d'âge : Touaregs, Alyawara, Warlpiri, 1995, 102 p.
 IV. Le roulement des alliances, 1995, 60 p.
 V. Petite géométrie fractale de la parenté, 1995, 42 p.
 VI. Arbor juris. Logique des figures de parenté au Moyen Age, 1996, 62 p.
 VII. De Granet à Lévi-Strauss, 1996, 162 p.
 VIII. Les vies parallèles. Une analyse de la co-alliance chez les Etoro de Nouvelle-Guinée, 1996, 80 p.
 IX. Ambrym ou l'énigme de la symétrie oblique : histoire d'une controverse, 1996, 136 p.
- N° 47. – Olivia EKERT-JAFFÉ, Denise ARBONVILLE et Jérôme WITWER, *Ce que coûtent les jeunes de 18 à 25 ans*, 1995, 122 p.
- N° 46. – Laurent TOULEMON, *Régression logistique et régression sur les risques. Deux supports de cours*, 1995, 56 p.
- N° 45. – Graziella CASELLI, France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Le triomphe de la médecine. Évolution de la mortalité en Europe depuis le début de siècle*, 1995, 60 p.
- N° 44. – Magali BARBIERI, Alain BLUM, Elena DOLGIKH, Amon ERGASHEV, *La transition de fécondité en Ouzbékistan*, 1994, 76 p.
- N° 43. – Marc De BRAEKELEER et Gil BELLIS, *Généalogies et reconstitutions de familles en génétique humaine*, 1994, 66 p.
- N° 42. – Serge ADAMETS, Alain BLUM et Serge ZAKHAROV, *Disparités et variabilités des catastrophes démographiques en URSS*, 1994, 100 p.
- N° 41. – Alexandre AVDEEV, Alain BLUM et Irina TROITSKAJA, *L'avortement et la contraception en Russie et dans l'ex-URSS : histoire et présent*, 1993, 74 p.
- N° 40. – Gilles PISON et Anabel DESGREES DU LOU, *Bandafassi (Sénégal) : niveaux et tendances démographiques 1971-1991*, 1993, 40 p.
- N° 39. – Michel Louis LÉVY, *La dynamique des populations humaines*, 1993, 20 p.
- N° 38. – Alain BLUM, *Systèmes démographiques soviétiques*, 1992, 14 + X p.

- N° 37. – Emmanuel LAGARDE, Gilles PISON, Bernard LE GUENNO, Catherine ENEL et Cheikh SECK, *Les facteurs de risque de l'infection à VIH2 dans une région rurale du Sénégal*, 1992, 72 p.
- N° 36. – Annabel DESGREES DU LOU et Gilles PISON, *Les obstacles à la vaccination universelle des enfants des pays en développement. Une étude de cas en zone rurale au Sénégal*, 1992, 26 p.
- N° 35. – France MESLÉ, Vladimir SHKOLNIKOV et Jacques VALLIN, *La mortalité par causes en URSS de 1970 à 1987: reconstruction de séries statistiques cohérentes*, 1992, 36 p.
- N° 34. – France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Évolution de la mortalité par cancer et par maladies cardio-vasculaires en Europe depuis 1950*, 1992, 48 p.
- N° 33. – Didier BLANCHET, *Vieillesse et perspectives des retraites: analyses démo-économiques*, 1991, 120 p.
- N° 32. – Noël BONNEUIL, *Démographie de la nuptialité au XIX^e siècle*, 1990, 32 p.
- N° 31. – Jean-Paul SARDON, *L'évolution de la fécondité en France depuis un demi-siècle*, 1990, 102 p.
- N° 30. – Benoît RIANDEY, *Répertoire des enquêtes démographiques: bilan pour la France métropolitaine*, 1989, 24 p.
- N° 29. – Thérèse LOCOH, *Changement social et situations matrimoniales: les nouvelles formes d'union à Lomé*, 1989, 44 p.
- N° 28. – Catherine ENEL, Gilles PISON, et Monique LEFEBVRE, *Migrations et évolution de la nuptialité. L'exemple d'un village joola du sud du Sénégal, Mlomp*, 1989, 26 p.
(Sénégal) depuis 50 ans, 1^{re} édition: 1989, 36 p.; 2^e édition revue et augmentée: 1990, 48 p.
- N° 27. – Nicolas BROUARD, *L'extinction des noms de famille en France: une approche*, 1989, 22 p.
- N° 26. – Gilles PISON, Monique LEFEBVRE, Catherine ENEL et Jean-François TRAPE, *L'influence des changements sanitaires sur l'évolution de la mortalité: le cas de Mlomp*, 1989, 36 p.
- N° 25. – Alain BLUM et Philippe FARGUES, *Estimation de la mortalité maternelle dans les pays à données incomplètes. Une application à Bamako (1974-1985) et à d'autres pays en développement*, 1989, 36 p.
- N° 24. – Jacques VALLIN et Graziella CASELLI, *Mortalité et vieillissement de la population*, 1989, 30 p.
- N° 23. – Georges TAPINOS, Didier BLANCHET et Olivia EKERT-JAFFÉ, *Population et demande de changements démographiques, demande et structure de consommation*, 1989, 46 p.
- N° 22. – Benoît RIANDEY, *Un échantillon probabiliste de A à Z: l'exemple de l'enquête Peuplement et dépeuplement de Paris. INED (1986)*, 1989, 12 p.
- N° 21. – Noël BONNEUIL et Philippe FARGUES, *Prévoir les « caprices » de la mortalité. Chronique des causes de décès à Bamako de 1964 à 1985*, 1989, 44 p.
- N° 20. – France MESLÉ, *Morbidité et causes de décès chez les personnes âgées*, 1988, 18 p.
- N° 19. – Henri LERIDON, *Analyse des biographies matrimoniales dans l'enquête sur les situations familiales*, 1988, 64 p.
- N° 18. – Jacques VALLIN, *La mortalité en Europe de 1720 à 1914: tendances à long terme et changements de structure par âge et par sexe*, 1988, 40 p.
- N° 17. – Jacques VALLIN, *Évolution sociale et baisse de la mortalité: conquête ou reconquête d'un avantage féminin?* 1988, 36 p.
- N° 16. – Gérard CALOT et Graziella CASELLI, *La mortalité en Chine d'après le recensement de 1982: I. – Analyse selon le sexe et l'âge au niveau national et provincial*, 1988, 72 p. II. – *Tables de mortalité par province*, 1988, 112 p.
- N° 15. – Peter AABY (s'adresser à J. VALLIN), *Le surpeuplement, un facteur déterminant de la mortalité par rougeole en Afrique*, 1987, 52 p.
- N° 14. – Jacques VALLIN, *Théorie(s) de la baisse de la mortalité et situation africaine*, 1987, 44 p.
- N° 13. – Kuakuvi GBENYON et Thérèse LOCOH, *Différences de mortalité selon le sexe, dans l'enfance en Afrique au Sud du Sahara*, 1987, 30 p.
- N° 12. – Philippe FARGUES, *Les saisons et la mortalité urbaine en Afrique. Les décès à Bamako de 1974 à 1985*, 1987, 38 p.
- N° 11. – Gilles PISON, *Les jumeaux en Afrique au Sud du Sahara: fréquence, statut social et mortalité*, 1987, 48 p.
- N° 10. – Philippe FARGUES, *La migration obéit-elle à la conjoncture pétrolière dans le Golfe? L'exemple du Koweït*, 1987, 30 p.
- N° 9. – Didier BLANCHET, *Deux études sur les relations entre démographie et systèmes de retraite*, 1986, 26 p.
- N° 8. – Didier BLANCHET, *Équilibre malthusien et liaison entre croissances économique et démographique dans les pays en développement: un modèle*, 1986, 20 p.
- N° 7. – Jacques VALLIN, France MESLÉ et Alfred NIZARD, *Reclassement des rubriques de la 8^e révision de la Classification internationale des maladies selon l'étiologie et l'anatomie*, 1986, 56 p.
- N° 6. – Philippe FARGUES, *Un apport potentiel des formations sanitaires pour mesurer la mortalité dans l'enfance en Afrique*, 1986, 34 p.

N° 5. – Jacques VALLIN et France MESLÉ, *Les causes de décès en France de 1925 à 1978*, 1986, 36 p.

N° 4. – Graziella CASELLI, Jacques VALLIN, J. VAUPEL et A. YASHIN, *L'évolution de la structure par âge de la mortalité en Italie et en France depuis 1900*, 1986, 28 p.

N° 3. – Paul PAILLAT, *Le vécu du vieillissement en 1979*, 1981, 114 p.

N° 2. – Claude LÉVY, *Aspects socio-politiques et démographiques de la planification familiale en France, en Hongrie et en Roumanie*, 1977, 248 p.

N° 1. – Georges TAPINOS, *Les méthodes d'analyse en démographie économique*, 1976, 288 p.

Janvier 2014